



ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES
MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

Avril 2016

RÉGIE DU LOGEMENT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

TABLE DES MATIÈRES

<p>DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉE À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX</p>

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2015-2016 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016:

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés ;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.): Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe:

- d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

5. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

6. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016:

- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

15.

a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.

b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.

c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.

d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);

- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires,

contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).

n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.

p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

16.

a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et en 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.

b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.

c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 et les indemnités de retraite qui seront versées.

d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;**
- b) la superficie totale pour chaque local loué;**
- c) la superficie totale réellement occupée;**
- d) la superficie inoccupée;**
- e) le coût de location au mètre carré;**
- f) le coût total de ladite location;**
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;**
- h) la durée du bail;**
- i) le propriétaire de l'espace loué;**
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.**

18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2015-2016, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;**
- b) les coûts;**
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**

19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2015-2016;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2014-2015 et 2015-2016;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

20. Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

21. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2016-2017.

23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) prévisions pour 2016-2017;
- c) par catégorie d'âge.

24. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

25. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

26. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

27. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

28. Nominations, pour 2015-2016, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

29. Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

30. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016:
- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
 - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - c) le nombre total de demandes reçues;
 - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
 - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
 - g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
31. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2015-2016 :
- a) le coût (déplacements, etc.);
 - b) le nombre de ressources affectées;
 - c) le nombre de rencontres;
 - d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
 - e) l'objet;
 - f) les dates.
32. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
33. La liste des ententes et leur nature, signées en 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
34. Le détail des crédits périmés et reportés et ~~des gels de crédits~~ pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.
35. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-2017.
36. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions 2016-2017.

37. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017 et 2017-2018, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
38. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
39. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
40. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
41. Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
42. Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés
43. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

44. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
45. Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017. Pour chacun de ces programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
46. Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.
47. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
48. Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
49. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2015-2016 et prévision pour 2016-2017.
50. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
51. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
52. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
53. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
54. Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.

55. Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

56. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017:

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

57. a.

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

b.

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

58. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

59. Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2016-2017.

60. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

61. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et 2015-2016 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

62. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

1. Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2015-2016 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

Aucun voyage hors Québec n'a été fait par la Régie du logement durant la période 2015-2016.

2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016:
- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - b) les coûts ventilés;
 - c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
 - d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
-

Aucun voyage ou déplacement en avion ou en hélicoptère au Québec n'a été fait par la Régie du logement durant la période 2015-2016.

3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017;
 - b) les noms des firmes de publicité retenues;
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - e) le but visé par chaque dépense;
 - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
 - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
-

La Régie du logement n'a pas engagé de dépenses en publicité, en articles promotionnels et en commandites en 2015-2016.

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- d) les sommes dépensées 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Exercice financier 2015-2016

La Régie du logement n'a pas tenu de conférence de presse, événement médiatique ou autre événement en 2015-2016.

5. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou par une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Exercice financier 2015-2016

Aucune dépense n'a été effectuée pour la période concernée.

6. La liste des dépenses en formation de communication :
Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :
- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) la nature de la formation;
 - d) les personnes concernées.
-

Sans objet.

7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
-

RÉGIE DU LOGEMENT

LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$ (2015-2016)

Fournisseur	Description	Montant
9332-3947 Quebec inc. (Plaza Universel)	Location de salles	3,250.00 \$
Air Spécialiste inc.	Entretien des unités informatiques et de la salle des serveurs	4,490.42 \$
Alain Quiniou inc.	Service de santé - aide aux employés	1,100.00 \$
Bélanger Tremblay, huissiers de justice inc.	Huissier	1,121.96 \$
Bell Canada (Compagnie de téléphone Bell du Canada)	Téléphone (annuaires)	5,180.85 \$
Biasi, Sabine	Traduction	23,130.87 \$
Carpentier, huissiers de justice	Huissier	1,791.17 \$
CDW Canada inc.	Licences et équipement informatique	22,381.32 \$
Centres d'achats Beauward ltée	Agent de sécurité	5,460.00 \$
Cie électrique Britton ltée	Fixture des salles d'audience	1,072.59 \$
Communication Demo inc.	Revue de presse	18,781.01 \$
Comnet Technologie inc.	Maintenance Voxlog	20,267.00 \$
Consultants Longpré & associés inc.	Service de santé - aide aux employés	5,742.25 \$

Fournisseur	Description	Montant
Corbeil, Carole s.o.	Traduction	1,497.50 \$
Corporate Express Canada, Inc.	Mobilier de bureau	2,617.00 \$
Courier parlementaire (Publication Mass-Média inc.)	Accès électronique au courrier parlementaire	1,950.00 \$
Courier Valleyfield	Messagerie	1,301.26 \$
Déménagement Universel inc.	Services de déménagement	1,750.92 \$
Éditions Yvon Blais inc.	Accès électroniques et ouvrages de référence	11,646.12 \$
Étude Derpentigny inc.	Huissier	1,759.84 \$
Galameau, Sauvé inc.	Huissier	1,663.19 \$
Grenier et associés, huissiers de justice	Huissier	1,149.87 \$
Groupe de Santé DuCoRe inc.	Service de santé - aide aux employés	1,750.00 \$
Groupe de sécurité Garda SENC	Agent de sécurité	10,985.37 \$
Hilton Québec (Hilton Canada Co.)	Location de salles	1,065.13 \$
Hôtel Vallée des Forts inc.	Location de salles	1,100.00 \$

Fournisseur	Description	Montant
I.P.A.S. [Investigation-Protection-Accès-Sécurité] inc.	Agent de sécurité	13,641.00 \$
IBM Canada limitée	Matériel informatique	8,525.60 \$
Joli-Coeur Lacasse S.E.N.C.R.L.	Avocat	1,276.36 \$
Joseph Clermont inc.	Impression d'enveloppes	7,943.00 \$
Lenovo Canada inc.	Matériel informatique	1,100.40 \$
Lexisnexis Canada inc.	Ouvrages de référence juridique	2,761.50 \$
Mardigrafe inc.	Travaux de graphisme et presse pour le rapport annuel	4,727.00 \$
Momentum 2000 inc.	Refroidisseur d'eau	1,878.49 \$
Norbec Communication	Système d'appel pour salles d'audience	5,280.40 \$
Novaxis Solutions Inc.	Accès électroniques	2,141.60 \$
Nurun inc.	Entretien et amélioration du système SISTA	10,875.03 \$
Paquette & associés, huissiers de Justice S.E.N.C.R.L.	Huissier	18,090.31 \$
Paradis Montpetit Beauchamp, huissier justice, div. Recouv.	Huissier	1,870.86 \$

Fournisseur	Description	Montant
Paradis, Lemieux, Francis, S.E.N.C.	Avocat	2,368.96 \$
Paré, Ouellet, Bigaouette et associés	Huissier	2,025.86 \$
Payette, Francine (avocate)	Cours de formation	1,500.00 \$
Pierre Blier Huissier de justice	Huissier	1,247.30 \$
Portes automatiques MAD inc.	Aménagement	7,790.00 \$
Premium Collaboration inc.	Système visioconférence	1,925.00 \$
Prévention-Incendie Safety First inc.	Maintenance salle des serveurs	1,049.44 \$
Caisse Desjardins	Services bancaires	7,045.48 \$
Le toit rouge	Location de salles	3,624.92 \$
Sécurité B.S.L. ltée	Agent de sécurité	1,735.31 \$
Service d'Interprétation Visuelle et Tactile du Montréal-Métropolitain	Interprétation pour les sourds-muets	1,801.25 \$
Service Sanitaire Frontenac ltée	Agent de sécurité	14,108.93 \$
Société en commandite transport de valeurs GARDA	Transport de valeurs	24,298.63 \$

Fournisseur	Description	Montant
Softchoice LP	Matériel informatique	5,707.90 \$
Solotech Québec inc.	Microphone et système audio pour salle d'audience	4,901.88 \$
Supremex inc.	Impression d'enveloppes	6,463.50 \$
Sylvestre & Associés S.E.N.C.R.L. (avocats)	Avocat	1,557.00 \$
Trudel Nadeau avocats S.E.N.C.R.L.	Avocat	19,390.62 \$
UTC Fire & Security Canada	Contrôle des accès physiques des bureaux	1,637.65 \$
Verdon Samson Lemieux Armanda, avocats, s.e.n.c.r.l.	Avocat	21,046.61 \$
Vidéotron ltée	Services de communication	2,530.25 \$
Wilson & Lafleur, limitée (Librairie)	Ouvrages de référence juridique	3,785.65 \$
Wokebe inc.	Décontamination - Salle des serveurs	2,151.00 \$
Wolters Kluwer Québec ltée	Accès électroniques	1,311.50 \$
Total		375,121.83 \$

8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Aucun contrat, ayant fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le président de la Régie du logement, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, n'a été octroyé par la Régie du logement en 2015-2016.

Ce type d'information est toutefois disponible sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Aucun appel d'offres publics n'a été lancé par la Régie du logement en 2015-2016. C'est le CSPQ qui procède lors de nos acquisitions nécessitant un mode d'octroi par soumission publique et qui publie sur le SÉAO.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>.

10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat :
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l'échéancier;
 - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
-

Sans objet.

11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016 :

- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
- a) le nom du projet;
 - b) la nature du projet;
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
 - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
 - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
 - k) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
 - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
-

Aucun nouveau projet informatique en 2015-2016.

13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

Catégorie :	Coût 2015-2016
a) Photocopie :	34 413 \$
b) Mobilier de bureau :	8 182 \$
c) Ameublement :	494 \$
d) Décoration et embellissement :	0 \$
e) Distributeur d'eau de source :	3 066 \$
f) Remboursement des frais de transport :	97 931 \$
g) Remboursement des frais d'hébergement :	46 873\$
h) Remboursement des frais de repas :	37 648\$
i) Remboursement des frais d'alcool et de fêtes :	57 \$

j)-k) Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :	
I. a) au Québec :	
frais de voyage :	22 739 \$
frais d'inscription :	21 219 \$
II. b) à l'extérieur du Québec :	
frais de voyage :	0 \$
frais d'inscription :	0 \$

Note : Les montants inscrits couvrent la période du 1^{er} avril au 29 février 2016.

14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
 - b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
 - c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
 - d) les coûts d'acquisition des appareils;
 - e) le coût d'utilisation des appareils;
 - f) le coût des contrats téléphoniques;
 - g) les noms des fournisseurs;
 - h) le nombre de minutes utilisées;
 - i) les ordinateurs portables;
 - j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
 - k) le coût des frais d'itinérance.
 - l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu
-

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;

Au 29 février 2016, la Régie du logement avait 18 cellulaires et 15 « BlackBerry » et aucun iPhone ou autres types de téléphones intelligents.

- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
i) les ordinateurs portables;

La Régie du logement a acheté 7 ordinateurs portables et tablettes électroniques.

- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;

1 téléavertisseur est utilisé au coût de 44,84\$/an.

- d) les coûts d'acquisition des appareils;

Inclus dans l'abonnement.

e) et f) le coût d'utilisation des appareils; le coût des contrats téléphoniques;

MOIS	MONTANT
Avril 2015	729,50 \$
Mai 2015	688,33 \$
Juin 2015	725,62 \$
Juillet 2015	713,25 \$
Août 2015	719,17 \$
Septembre 2015	714,75 \$
Octobre 2015	714,75 \$
Novembre 2015	714,75 \$
Décembre 2015	714,96 \$
Janvier 2016	706,75 \$
Février 2016	640,99 \$
Mars 2016	n/d
TOTAL	7 782,82 \$

Données complétées jusqu'au 29 février 2016

g) les noms des fournisseurs;

Rogers Direct

h) le nombre de minutes utilisées;

40 165,50

j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;

64

k) le coût des frais d'itinérance.

240,00 \$

l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu

310,00 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels*.

15.

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation):

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins

Catégorie d'emploi	Sexe		Total et % de l'effectif	- 35 ans	35 ans et +		Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
	Hommes	Femmes								
Cadres	3 75 % ³	1 25 % ³	4 2 %		4 100 %					
Professionnels	7 37 % ³	12 63 % ³	19 9 % ⁴	4 21 %	15 79 %					6 32 % ³
Fonctionnaires	43 31 % ³	97 69 % ³	140 69 % ⁴	12 9 %	128 91 %		18 13 % ³	1 1 % ³		34 24 % ³
Total de l'effectif régulier¹ et occasionnel	53 33 % ⁴	110 67 % ⁴	163 80 % ⁵	16 10 %	147 90 %		18 11 %	1 1 %		40 25 % ⁴
Hors cadres ²	19 46 %	22 54 %	41 20 %		41 100 %		1 2 %			1 2 % ³
Total de l'effectif Global	72 35 % ⁵	132 65 % ⁵	204 100 %	16 8 %	188 92 %		19 9 % ⁵	1 0,5 % ⁵		41 20 % ⁵

¹ Nommé et rémunéré selon la Loi sur la fonction publique

² Personnel de la haute direction et régisseurs

³ Pourcentage par catégorie d'emploi

⁴ Pourcentage de l'effectif régulier et occasionnel

⁵ Pourcentage de l'effectif global

Question 15 c) e)

c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

Nombre total de journées de maladie prises par le personnel en 2015-2016

	Cadre	Professionnel	Fonctionnaire	Total
Maladie (jours) ⁽¹⁾	28,00	382,50	3051,00	3461,50

(1) Tient compte de l'assurance traitement
Les données sont en date du 18 mars 2016

e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
– le coût moyen par employé, selon la classe de travail

Nombre total d'heures supplémentaires faites par le personnel en 2015-2016

	Cadre	Professionnel	Fonctionnaire	Total
Heures suppl.	0	1173,00	9181,66	10354,66
Coût moyen par employé	0 \$	2748,29 \$	2307,99 \$	2360,60

Les données sont en date du 18 mars 2016

Question 15 d) g)

d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

Réserve de congés de maladie

	Hors-Cadre	Cadre	Professionnel	Fonctionnaire
Moins de 10 jours	0	0	4	63
d) De 10 à 50 jours	0	3	9	56
De 50 à 100 jours	0	1	4	11
100 jours et plus	0	0	2	10

Réserve de jours de vacances

	Hors-Cadre	Cadre	Professionnel	Fonctionnaire
Moins de 10 jours	15	0	6	79
g) De 10 à 50 jours	15	3	11	57
De 50 à 100 jours	5	1	2	3
100 jours et plus	6	0	0	1

Les données sont en date du 18 mars 2016

Question 15 f) h)

- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;

EMPLOYÉS DE LA RÉGIE DU LOGEMENT (Embauchés selon la Loi sur la fonction publique)

	2015-2016	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Total
f)	Nombre de jours de vacances	185,50	203,00	305,00	627,00	665,00	298,50	166,00	85,50	257,50	133,00	138,50	155,50	3220,00
h)	Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique	Non pertinent												

Question 15 i) j) k) l)

- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) :

2015-2016	Hors cadres	Cadres	Professionnels et juristes	Techniciens	Personnel de bureau	TOTAL
Siège social	1	3	15	10	11	40
Montréal	24	1	4	1	35	65
Ouest du Québec	9	0	0	1	16	26
Québec et Est du Québec	7	0	0	1	21	29
Total	41	4	19	13	83	160

Note : L'effectif autorisé au 31 mars 2016 est de 191 ETC
Données aux 29 février 2016

- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir :

2015-2016 : 2 employés

- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie :

2015-2016 : 0 employé

- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers :

Les informations quant au nombre de personnes, par catégorie d'emploi, qui reçoivent une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, renferment des renseignements personnels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. En raison des paragraphes 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59, ces renseignements sont confidentiels. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

Question 15 m)

m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions) :

2015-2016	Hors cadres	Cadres	Professionnels et juristes	Techniciens	Personnel de bureau	TOTAL
Siège social	1	3	15	11	15	45
Montréal	24	1	4	1	57	87
Ouest du Québec	9	0	0	1	27	37
Québec et Est du Québec	7	0	0	1	27	35
Total	41	4	19	14	126	204

Note : L'effectif autorisé au 31 mars 2016 est de 191 ETC
Les données sont en date du 29 février 2016

2014-2015	Hors cadres	Cadres	Professionnels et juristes	Techniciens	Personnel de bureau	TOTAL
Siège social	3	3	16	9	17	48
Montréal	25	1	4	3	65	98
Ouest du Québec	8	1	0	0	29	38
Québec et Est du Québec	7	0	0	1	29	37
Total	43	5	20	13	140	221

Note : L'effectif autorisé au 31 mars 2015 est de 197 ETC
Les données sont en date du 28 février 2015

2013-2014	Hors cadres	Cadres	Professionnels et juristes	Techniciens	Personnel de bureau	TOTAL
Siège social	2	3	15	9	19	48
Montréal	26	0	5	4	63	98
Nord et Ouest du Québec	11	1	0	0	35	47
Québec et Est du Québec	5	1	0	1	23	30
Total	44	5	20	14	140	223

Note : L'effectif autorisé au 31 mars 2014 est de 203 ETC

Question 15 n)

- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires
-

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du Trésor** et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 15 o)

o) le nombre d'employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du Trésor** et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 15 p)

p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du Trésor** et ce, pour tous les ministères et organismes.

16.

- a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et en 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
- b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

a) Nombre de départs à la retraite en 2015-2016	
La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes	
b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines	4 ¹
c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017	39 ²
c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2017-2018	9 ³
d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats	0

¹ 4 départs à la retraite sur 11 ont été remplacés, soit 36%. Incluant 4 régisseurs, dont le président.

² Incluant 10 régisseurs.

³ Incluant 2 régisseurs.

17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de la location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Le montant total de location versé est de **1 932 492.65 \$** pour la période du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016.

Coût des aménagements depuis avril 2015 : **97 851.08 \$**

Emplacement	Superficie louée -m ²	Coût/m ²	Coût total	Coût des aménagements depuis avril 2015	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
BAIE-COMEAU 625, boul. Laflèche	33.81	175.79 \$	5 448.19 \$		2025-06-14	Société en commandite Laflèche
DRUMMONDVILLE 1680, boul. Saint-Joseph	96.34	139.55 \$	12 323.85 \$		note 1	S.Q.I.
GASPÉ 96, Montée Sandy Beach	41.60	213.36 \$	8 136.26 \$		note 1	S.Q.I.
GATINEAU 170, rue de l'Hôtel de Ville	379.24	241.74 \$	84 032.52 \$		note 1	S.Q.I.
GRANBY 77, rue Principale	174.47	137.93 \$	22 058.63 \$		note 1	S.Q.I.
JOLIETTE 450, rue Saint-Louis	131.32	169.89 \$	20 450.54 \$		note 1	S.Q.I.
SAGUENAY 3950, boul. Harvey	276.91	132.02 \$	33 511.39 \$		note 1	S.Q.I.
LAVAL 2800, boul. Saint-Martin O.	351.40	220.80 \$	71 124.90 \$		note 1	S.Q.I.
LONGUEUIL 201, Place Charles-Lemoyne	631.61	129.86 \$	75 182.36 \$		note 1	S.Q.I.
MONTREAL (village olympique) 5199, Sherbrooke est	4694.22	216.21 \$	930 333.47 \$		entente de location 2017-06-30	Capreit 2 limited partnership
MONTREAL - entrepôt 190, boul. Crémazie est	740.17	99.75 \$	67 674.09 \$		note 1	S.Q.I.

Emplacement	Superficie louée -m ²	Coût/m ²	Coût total	Coût des aménagements depuis avril 2015	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
MONTREAL (centre-ville) 1425, René-Lévesque O.	713.82	202.43 \$	132 451.55 \$		2020-02-29	Complexe 1425 RLO S E C
QUÉBEC 900, bl. René-Lévesque est	847.39	288.42 \$	224 031.39 \$	42 984.58 \$	2028-03-31	9292-6369 Québec inc.
RIMOUSKI 337, rue Moreault	276.22	143.51 \$	36 334.87 \$		note 1	S.Q.I.
RIVIÈRE-DU-LOUP 33, rue de la Cour	32.60	173.29 \$	5 178.36 \$		note 1	S.Q.I.
ROBERVAL 755, boul. Saint-Joseph	25.21	169.41 \$	3 914.79 \$		2018-10-31	Société en commandite Plaza Roberval enr.
ROUYN-NORANDA 255, rue Principale	43.08	168.29 \$	6 645.54 \$		2014-10-31	Développement Tetra inc.
SAINT-ANTOINE 500, boul. des Laurentides	197.39	208.15 \$	37 661.36 \$		2016-12-15	Riocan Holdings (Québec) inc.
SAINT-HYACINTHE 3225, avenue Cusson	52.74	197.16 \$	9 531.39 \$	54 956.50 \$	2020-08-31	Les Centres d'Achats Beauward Ltée
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU 109, rue St-Charles	123.89	178.23 \$	20 240.22 \$		note 1	S.Q.I.
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD 151, rue Salaberry ouest	98.17	151.66 \$	13 647.48 \$		2017-09-30	9183-2436 Québec inc.
SEPT-ÎLES 456, rue Arnaud	46.85	176.25 \$	7 568.88 \$		2017-12-31	Gestion Immobilière de la Rive
SHAWINIGAN 212, 6 ^e rue	67.16	143.58 \$	8 838.94 \$		note 1	S.Q.I.
SHERBROOKE 200, rue Belvédère nord	273.34	210.59 \$	52 764.91 \$		2019-07-14	2423-5632 Québec inc.

Emplacement	Superficie louée -m²	Coût/m²	Coût total	Coût des aménagements depuis avril 2015	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
THETFORD-MINES 693, St-Alphonse nord	5.20	144.42 \$	688.38 \$		note 1	S.Q.I.
TROIS-RIVIÈRES 100, rue Laviolette	309.79	136.88 \$	38 869.93 \$		note 1	S.Q.I.
VAL-D'OR 595, 6 ^e avenue	21.68	193.65 \$	3 848.46 \$		2015-01-07	André Soucy
TOTAL versé à la S.Q.I.			1 932 492.65 \$	97 851.08 \$		
Note 1: Aucune durée de bail pour les immeubles en propriété (S.Q.I.)						

- c) Les surfaces sont occupées à 100%
- d) La Régie du logement ne possède aucun espace inoccupé
- j) La Régie du logement n'a aucun locataire

18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2015-2016, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :
- a) la ou les dates des travaux;
 - b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
-

Aucun déménagement, aménagement, rénovation ou autre travail n'ont été effectués dans les espaces occupés par la haute direction de la Régie du logement.

19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2015-2016;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2014-2015 et 2015-2016;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*

Sans objet.

20. Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Sans objet.

21. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
-

Aucun

22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
 - b) le salaire;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de la mise en disponibilité;
 - e) les prévisions pour 2016-2017.
-

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** et ce, pour tous les ministères et organismes.

23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :
- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
 - b) prévisions pour 2016-2017;
 - c) par catégorie d'âge.
-

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** et ce, pour tous les ministères et organismes.

24. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Aucune personne

25. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement :

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

Juridique

Accès à l'information : loi annotée (selon MAJ)	693.10 \$
Accès à l'information et protection des renseignements personnels (selon MAJ + connexion électronique)	1 311.50 \$
Annuaire téléphonique judiciaire du Québec	69.00 \$
Banque AZIMUT – SOQUIJ (électronique)	7 875.00 \$
Cahiers de droit, Université de Laval	68.60 \$
Charte des droits de la personne Alter Ego	210.00 \$
Code civil du Québec et Code de procédure civile (volumes reliés en format poche, 53 exemplaires)	2 496.00 \$
Droit de la personne et les relations de travail (selon MAJ)	192.90 \$
JurisClasseur Québec – Collection de 24 volumes (selon MAJ)	2 331.00 \$
La Référence	6 771.70 \$
Revue générale de droit	75.00 \$
Revue de droit McGill	75.00 \$
Revue de droit, Université de Sherbrooke	72.00 \$
Tableau des modifications et index sommaire des règlements (5 accès électronique)	448.00 \$
Tribunaux administratifs du Québec – Règles et législations annotées (selon MAJ)	130.95 \$

Gestion

Le Courrier parlementaire (électronique – service quotidien)	1 950.00 \$
Les mesures disciplinaires et non-disciplinaires dans les rapports collectifs (selon MAJ)	328.85 \$

Communications

Journal de Montréal	45.98 \$
Journal La Presse	161.81 \$
Journal Le Devoir	195.25 \$
Journal Le Soleil	126.50 \$
Journal The Gazette	114.87 \$
Journal de Québec	45.98 \$
Journal Le Droit	126.50 \$
Service <i>Press Reader</i>	210.00 \$

TOTAL : 26 125.49 \$

Note : compilation faite du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016

26. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
-

Aucune somme n'a été déboursée en 2015-2016 pour l'achat de billet(s) de saison, pour la réservation de loges ou pour devenir membre d'un club privé ou autre.

27. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

Nom du site Web

www.rdl.gouv.qc.ca

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site

La conception du site en production de mars 1999 à décembre 2002 a été faite par la compagnie Clickon Technologies (chargé de projet : Jeff McDonald) en collaboration avec deux membres du personnel de la Régie.

Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

Le site Web est hébergé au CSPQ au coût de 1 200 \$ par année.

L'entretien et la mise à jour du site sont effectués à l'interne.

Fréquence des visites (nombre de « hits »)

En 2015-2016, en date du 29 février 2016, le site Web de la Régie a reçu 2 152 037 visites.

Fréquence moyenne de mises à jour

Une moyenne de dix fois par mois. Toutefois, en janvier de chaque année, une mise à jour importante est faite puisqu'il faut actualiser les documents relatifs à la fixation de loyer.

Le responsable du contenu sur le site

Denis Miron, conseiller en communication et édimestre.

28. Nominations, pour 2015-2016, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:

- a) la liste;
 - b) le nom de la personne;
 - c) les mandats de chacune de ces personnes;
 - d) le détail les contrats octroyés pour chaque mandat;
 - e) le résultat du travail effectué;
 - f) les échéances prévues;
 - g) les sommes impliquées.
-

Voir la réponse de la question 7.

29. Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
-

Sans objet.

30. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016:

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
 - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - c) le nombre total de demandes reçues;
 - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
 - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
 - g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai.
-

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2015-2016 des ministères et organismes.

31. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2015-2016 :

- a) le coût (déplacements, etc.);
 - b) le nombre de ressources affectées;
 - c) le nombre de rencontres;
 - d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
 - e) l'objet;
 - f) les dates.
-

Sans objet.

32. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

33. La liste des ententes et leur nature, signées en 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes et ce, pour tous les ministères et organismes.

34. Le détail des crédits périmés et reportés et ~~des gels de crédits~~ pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

35. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-2017.
-

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2015-2016 des ministères et organismes.

36. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions 2016-2017.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

37. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017 et 2017-2018, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
-

Sans objet.

38. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
-

	Montant reçu en 2015-2016 ¹
Primes au rendement et bonis	0 \$

¹ Information connue au 29 février 2016

39. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
-

2015-2016	729 703 \$ (Allocation de transition)
------------------	--

40. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
-

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** et ce, pour tous les ministères et organismes.

41. Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
-

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

42. Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés;

La réponse à cette question sera transmise par le **ministère du Conseil exécutif** pour tous les ministères et organismes.

43. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
-

COMITÉ DE SÉLECTION POUR LE RENOUELEMENT DE MANDATS DES RÉGISSEURS DE LA RÉGIE DU LOGEMENT

Mandat :

Le comité est chargé de procéder au renouvellement de mandat des régisseurs de la Régie du logement au terme de leur mandat, selon la procédure prévue à l'article 7.7 de la Loi sur la Régie du logement.

Membres	Honoraires
M. Daniel Harvey	154 \$
M ^{me} Suzanne Comtois	321 \$
M. Raymond Levasseur	168 \$

COMITÉ DE SÉLECTION – JURY DE CONCOURS

Mandat :

Le comité est chargé de l'application du processus d'évaluation en vue de la constitution d'une liste de personnes déclarées aptes à être nommées régisseurs à la Régie du logement conformément au processus de recrutement et de sélection des régisseurs. (LRL,)

Membres	Honoraires
M. Raymond Sarazzin	0 \$
M ^{me} Anne Morin Houde	0 \$
M. Raymond Levasseur	0 \$

44. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
-

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

45. Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017. Pour chacun de ces programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

46. Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

47. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

48. Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2015-2016.

49. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2015-2016 et prévision pour 2016-2017.
-

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2015-2016.

50. **Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.**
-

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes

51. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

52. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et à la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).

- 53. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.**
-

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

54. Liste des aides financières accordés en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

55. **Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.**

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;**
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);**
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;**
- d) le montant accordé;**
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;**
- f) les motifs de la demande;**
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats**

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

Le montant initial et final des contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca> .

56. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017:

- a) la dépense totale (opération et capital);
 - b) les grands dossiers en cours;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
 - d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
-

a) La dépense totale en 2015-2016

CATÉGORIE DE DÉPENSES	2015-2016 ¹
Continuité	
Encadrement	34 352 \$
Services professionnels internes	530 151 \$
Services professionnels gouvernementaux (CSPQ et autres)	825 028 \$
Services professionnels externes	34 178 \$
Achat de logiciels, licences et matériel	226 713 \$
Projets (nouvelles initiatives et parachèvement)	
Services professionnels internes	
Services professionnels gouvernementaux (CSPQ et autres)	
Services professionnels externes	187 224 \$
Achat de logiciels, licences et matériel	
TOTAL	1 837 647 \$

¹ Dépenses en date du 29 février 2016

b) Les grands dossiers en cours

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)

c) Le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques

Huit (8) employés sont attitrés aux dossiers informatiques.

d) Le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques

Voir la question 11.

57.

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
 - b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.
-
- a) La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** et ce, pour tous les ministères et organismes.
 - b) Aucune

58. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.
-

Voir la réponse de la question 15 c) et 15 f).

59. Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2% de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** et ce, pour tous les ministères et organismes.

60. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information sera présentée au **rapport annuel 2015-2016** des ministères et organismes.

61. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et 2015-2016 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

La Régie du logement n'a produit et n'a commandé aucun rapport pour l'exercice financier 2015-2016.

62. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

2014-2015

Association	Membres	Montant des cotisations
Barreau du Québec	47	86,163.63 \$
Chambre des notaires	3	3,537.60 \$
Conseil des tribunaux administratifs canadiens	5	255.00 \$
Total		89,956.23 \$

2015-2016

Association	Membres	Montant des cotisations
Barreau du Québec	45	76,676.73 \$
Chambre des notaires	3	3,400.05 \$
Conseil des tribunaux administratifs canadiens	2	170.00 \$
Total		80,246.78 \$



ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2016-2017

QUESTIONS PARTICULIÈRES 1^{RE} OPPOSITION

Avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE

1. Indiquer la somme dépensée en 2015-2016 (et les prévisions pour 2016-2017) par votre ministère pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
- ~~2. Liste des projets et des sommes allouées dans le cadre de la mesure de soutien au développement des produits du terroir : ventiler par année, par bénéficiaire et par région administrative.~~
- ~~3. Copie des études, scénarios ou analyses réalisés en 2015-2016 concernant la régionalisation, la déconcentration, la délégation et la décentralisation de l'effectif et des programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.~~
4. Pour chacun des organismes, agences ou autres instance relevant du ministère, pour l'année 2015-2016, indiquer :
 - a) la liste des employés ou membres du conseil d'administration;
 - b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération;
 - c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv;
 - d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.
- ~~5. Ventilation des paiements de transfert affectés à l'aide financière aux municipalités et aux fonds de péréquation, pour 2015-2016, avec la liste des municipalités bénéficiaires et les critères d'attribution.~~
- ~~6. Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2015-2016 qui n'ont pas été reconduits en 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis.~~
- ~~7. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2016-2017.~~

- ~~8. Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2016-2017 et la liste des dépenses abolies en conséquence (application du cran d'arrêt).~~
9. Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère en 2015-2016. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
10. Liste de tous les travaux de construction ou de rénovation effectués au ministère en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.
11. Nombre de personnes parties à la retraite en 2015-2016.
12. Nombre de personnes engagées en 2015-2016.
13. Nombre de personnes licenciées en 2015-2016.
14. Nombre d'ETC en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.
18. Liste des études de regroupement produites en 2015-2016, avec la date de réalisation et, s'il y a lieu, le nom de la firme qui a réalisé chacune de ces études et le montant du contrat.
41. Copie de toute la correspondance avec le gouvernement fédéral et ses organismes pour 2015-2016.
47. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandat, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

1. Indiquer la somme dépensée en 2015-2016 (et les prévisions pour 2016-2017) par votre ministère pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Voir la réponse à la question générale 56.

4. Pour chacun des organismes, agences ou autres instance relevant du ministère, pour l'année 2015-2016, indiquer :

- a) la liste des employés ou membres du conseil d'administration;
- b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération;
- c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv;
- d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

a) La Régie du logement n'a aucun conseil d'administration

b)

Renouvellements 2015-2016

Nom	Titre	Date de début de mandat	Date de fin de mandat	Rémunération	CV
Boucher, Linda	Régisseuse	2015-04-25	2020-04-24	140 117 \$	Voir CV joints à la suite des tableaux
Courtemanche, Claire	Régisseuse	2015-04-25	2020-04-24	140 117 \$	Voir CV joints à la suite des tableaux
Lavigne, Marc	Régisseur	2015-04-25	2020-04-24	140 117 \$	Voir CV joints à la suite des tableaux
Jodoin, Francine	Régisseuse	2016-01-08	2021-01-07	140 117 \$	Voir CV joints à la suite des tableaux

c)

Nominations 2015-2016

Nom	Titre	Date de début de mandat	Date de fin de mandat	Rémunération	CV
Morin, Anne	Présidente	2015-07-03	2019-04-12	163 585 \$	Voir CV

					jointes à la suite des tableaux
Sabourin, Lucie	Régisseuse	2015-07-13	2020-07-12	133 691 \$	Voir CV joints à la suite des tableaux
Forget, Anne-Marie	Régisseuse	2015-07-13	2020-07-12	111 778 \$	Voir CV joints à la suite des tableaux
Duchesneau, Bernard	Régisseur	2015-11-09	2020-11-08	140 117 \$	Voir CV joints à la suite des tableaux
Hubert, Louis-André	Régisseur	2015-11-09	2020-11-08	107 783 \$	Voir CV joints à la suite des tableaux

d) Frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

Renouvellements 2015-2016

Nom	Hébergement	Transport	Repas	Total
Boucher, Linda	-	41.38 \$	-	41.38 \$
Courtemanche, Claire	2 920.63 \$	1 270.94 \$	1 782.12 \$	5 973.69 \$
Lavigne, Marc	147.72 \$	1 349.79 \$	367.03 \$	1 864.54 \$
Jodoin, Francine	-	59.45 \$	-	59.45 \$

Nominations 2015-2016

Nom	Hébergement	Transport	Repas	Total
Morin, Anne	2 024.49 \$	2 412.45 \$	1 111.36 \$	5 548.30 \$
Sabourin, Lucie	-	1 281.65 \$	430.95 \$	1 712.60 \$
Forget, Anne-Marie	478.96 \$	1 447.23 \$	625.48 \$	2 551.67 \$
Duchesneau, Bernard	-	82.76 \$	-	82.76 \$
Hubert, Louis-André	3 074.27 \$	989.80 \$	1 069.29 \$	5 133.36 \$

Renouvellements 2015-2016

BOUCHER, Linda

ÂGE 54 ans

FORMATION

Membre de la Chambre des notaires du Québec

Université de Montréal

1987 Diplôme de droit notarial

1985 Baccalauréat en droit

Université du Québec à Montréal

1982 Certificat en archéologie

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Régie du logement

Depuis 2005 Régisseuse

2004 - 2005 Notaire en pratique privée

Auclair, Chartrand, Boucher

1989 - 2003 Notaire

Fortin et Simard

1987 - 1989 Notaire

AMARC

1983 - 1986 Responsable à la sécurité puis responsable aux communications radio

Ministère du Revenu

1982 - 1983 Agente de vérification – revenus de location

COURTEMANCHE, Claire

ÂGE 64 ans

FORMATION

Membre du Barreau du Québec

1972 Université Laval
Licence en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 1982 Régie du logement
Régisseuse

1973 - 1982 Avocate en pratique privée

LAVIGNE, Marc

ÂGE 70 ans

FORMATION

Membre du Barreau du Québec
Université de Montréal
1969 Licence en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 2005 Régie du logement
Régisseur
1973 - 2005 Piché, Lavigne et associés
Avocat en pratique privée
1970 - 1973 Deschenes, De Grandpré et associés
Avocat

JODOIN, Francine

ÂGE 51 ans

FORMATION

Membre du Barreau du Québec
Université de Montréal
1986 Baccalauréat en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 2001 Régie du logement
Régisseuse
1990 - 2001 Deveau, Lavoie & associés
Avocate
1987 - 1990 Lafleur Poliquin Renault
Avocate

Nominations 2015-2016

MORIN, Anne

ÂGE 62 ans

FORMATION

Membre du Barreau du Québec
Université de Montréal
1975 Licence en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Régie du logement
Depuis 2014 Régisseuse et vice-présidente
2004 - 2014 Régisseuse
2001 - 2004 Adjointe aux activités du tribunal et avocate plaideuse
1996 - 2001 Avocate plaideuse, conseillère juridique et greffière spéciale
1990 - 1996 Conseillère juridique et greffière spéciale
Commission de protection du territoire agricole du Québec
1990 Conseillère juridique
Régie du logement
1979 - 1990 Conseillère juridique et greffière spéciale
Canadien Pacifique ltée
1977 - 1979 Avocate

SABOURIN, Lucie

FORMATION

	Membre du Barreau du Québec
	Université Sherbrooke
1996	Diplôme de droit de la santé
	Université Laval
1984	Baccalauréat en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

	Régie du logement
Depuis 2011	Avocate
2014	Coordonnatrice – Service juridique
2010 - 2011	Greffière spéciale et avocate
	Tribunal administratif du Québec
2006 - 2010	Avocate
2004 - 2006	Agente de planification socioéconomique
	Ministère du Revenu
2003 - 2004	Agente de recherche en fiscalité
2001 - 2003	Agente de recherche en droit fiscal
1996 - 2001	Agente de perception
	La Métropolitaine, compagnie d'assurance-vie
1996	Intermédiaire de marché
	Godin, Raymond, Harris, Thomas
1991 - 1992	Avocate
	Ministère de la Justice et Ministère du Revenu
1985 - 1990	Stagiaire en droit puis avocate

FORGET, Anne-Marie

FORMATION

	Membre du Barreau du Québec
	Université de Sherbrooke
1996	Baccalauréat en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 1997	Gagnon & associés Avocate
1996 - 1997	Josée M. Gagnon avocate Stagiaire en droit

FORGET, Anne-Marie

AUTRES ACTIVITÉS PARAPROFESSIONNELLES

Depuis 2013	Comité de liaison Barreau du Québec / Régie du logement Membre
-------------	---

DUCHESNEAU, Bernard

FORMATION

	Membre du Barreau du Québec
	Université de Sherbrooke
1998	Maîtrise en fiscalité
	Université Laval
1995	Baccalauréat en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

	Agence du revenu du Québec
Depuis 2010	Avocat-fiscaliste plaidant – Direction du contentieux – Larivière Meunier
	Société immobilière Trans-Québec inc.
2007 - 2010	Avocat-fiscaliste
	Ernst & Young
2006 - 2007	Avocat-fiscaliste et chef d'équipe sénior
2001 - 2004	Avocat-fiscaliste et chef d'équipe sénior
	KPMG (Paris)
2004 - 2005	Avocat-fiscaliste et chef d'équipe
	Raymond Chabot Grant Thornton
1998 - 2001	Avocat-fiscaliste

AUTRES ACTIVITÉS PARAPROFESSIONNELLES

	Tennis Montréal inc.
Depuis 2012	Président du conseil d'administration
2010 - 2012	Vice-président du conseil d'administration

HUBERT, Louis-André

ÂGE 47 ans

FORMATION

Membre du Barreau du Québec
Université d'Ottawa
1996 Licence en droit civil
Institut d'études politiques de Paris
1991 Certificat d'études politiques (deuxième cycle en économie et politique)
HEC Montréal
1990 Baccalauréat en administration des affaires

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 2007 Avocat en pratique privée
Vallée – Hubert, avocats
1998 - 2007 Avocat associé
Société d'exploitation et d'aménagement des parcs régionaux de la Vallée-de-la-Gatineau
1998 - 2000 Directeur général
Chambre de commerce et d'industrie de Maniwaki
1998 - 1999 Directeur général
Letellier et associés
1997 - 1998 Stagiaire en droit
M^e Stéphanie Vallée, avocate
1995 - 1997 Étudiant en droit et chercheur
M^e Joanne Lachapelle, notaire
1994 - 1995 Étudiant en droit et chercheur
Cabinet du ministre de la Justice et procureur général du Canada
1993 Attaché politique
Cabinet du Secrétaire d'État du Canada
1992 Attaché politique
La Commission scolaire de la Haute-Gatineau
1991 - 1992 Enseignant auprès d'adultes

HUBERT, Louis-André

AUTRES ACTIVITÉS PARAPROFESSIONNELLES

2009 - 2013	Ville de Maniwaki
	Conseiller municipal
2002 - 2005	Conseiller municipal

9. Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère en 2015-2016. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
-

**LES ACTIVITÉS DE FORMATION DU PERSONNEL DE LA RÉGIE DU LOGEMENT
1 AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016**

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
AVRIL 2015						
Session hiver	Soutien aux études - Session hiver 2015	UdeM	Montréal	1	-	113,66 \$
Session hiver	Soutien aux études - Session hiver 2015	Université de Laval	Montréal	1	-	113,66 \$
Session hiver	Soutien aux études - Session hiver 2015	ÉNAP	Montréal	1	-	227,31 \$
Session hiver	Soutien aux études - Session hiver 2015	UdeM	Montréal	1	-	340,97 \$
Session hiver	Soutien aux études - Session hiver 2015	ÉNAP	Montréal	1	-	113,66 \$
Session hiver	Soutien aux études - Session hiver 2015	UQAM	Montréal	1	-	340,97 \$
Session hiver	Soutien aux études - Session hiver 2015	UQAM	Montréal	1	-	113,66 \$
Session hiver	Soutien aux études - Session hiver 2015	UQAM	Montréal	1	-	113,66 \$
Session hiver	Soutien aux études - Session hiver 2015	HEC	Montréal	1	-	227,31 \$
Session hiver	Soutien aux études - Session hiver 2015	UdeM	Montréal	1	-	340,97 \$
1	Formation secourisme	Actions Secours	Drummondville	1	7	0,00 \$
3	Le Code de déontologie des avocats fait peau neuve	BQ	Formation en ligne	1	3	11,50 \$
9	Rafraîchissement de personnes-ressources en ergonomie	APSSAP	Montréal	1	7	0,00 \$
13 et 20	Formation de secouriste	École de secourisme du	Saint-Jean-sur-	1	14	0,00 \$
20 et 21	Formation de secouriste	Ambulance Saint-Jean	Saint-Jérôme	1	14	0,00 \$

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
MAI 2015						
4 et 5	Préparation à la retraite	Cégep Marie-Victorin	Drummondville	1	14	250,00 \$
6	Facteurs de succès en conférence de règlement à l'amiable : mythes et réalités	Me Jean-François Roberge	Montréal	2	1,5	0,00 \$
14	Atelier d'échanges sur les réalités de la fonction publique québécoise et session d'intégration des nouveaux titulaires en situation de gestion	MCEQ	Québec	1	7,5	0,00 \$
20	Les personnalités difficiles	BQ	Montréal	13	3	1 469,00 \$
20 et 21	Préparation à la retraite	Cégep Marie-Victorin	Sorel-Tracy	2	14	500,00 \$
21	Assemblée des conseillers en relation de travail	SCT	Montréal	1	7	0,00 \$
25	Formation de secouriste	Formation Langevin	Valleyfield	0	7	0,00 \$
28	«Opinion publique : L'autre tribunal tout aussi important»	Enigma communications	Montréal	1	1,5	0,00 \$
28	Comité d'implantation SGR3	CSPQ	Montréal	1	2,5	0,00 \$

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
JUIN 2015						
Session été	Soutien aux études - Session Été 2015	UQAM	Montréal	1	-	113,66 \$
Session été	Soutien aux études - Session Été 2015	ENAP	Montréal	1	-	113,66 \$
Session été	Soutien aux études - Session Été 2015	ENAP	Montréal	1	-	113,66 \$
Session été	Soutien aux études - Session Été 2015	UdeM	Montréal	1	-	113,66 \$
Session été	Soutien aux études - Session Été 2015	UdeM	Montréal	1	-	113,66 \$
juin 2015 à déc. 2016	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique (programme sur 18 mois)	ENAP	Montréal	1	137,5	4 285,00 \$
1	Formation de secouriste	Formation Langevin	Valleyfield	1	7	0,00 \$
4	Les enjeux à la réforme C.p.c. vues par Me Francine Payette	Juris Concept	Formation en ligne	2	1,5	0,00 \$
4 et 5	Préparation à la retraite	Cégep Marie-Victorin	Montréal	1	14	250,00 \$
6	Le Code de déontologie des avocats fait peau neuve	BQ	Formation en ligne	1	3	11,50 \$
8 et 9	Préparation à la retraite	Cégep Marie-Victorin	Saint-Hyacinthe	1	14	250,00 \$
10 au 12	Congrès annuel du barreau du Québec 2015	BQ	La Malbaie	3	21	2 585,00 \$
10 et 11	Préparation à la retraite	Cégep Marie-Victorin	Sherbrooke	1	14	250,00 \$
16	Rencontre de démarrage SGR3	CSPQ	Montréal	1	7	0,00 \$
17	Conférences - Guide de rédaction et d'analyse de contrats - Métaphores conceptuelles pour une constitution inachevée - Recours et procédure devant les Cours fédérales	Fondation du Barreau du Québec	Montréal	1	3	0,00 \$
18	Session d'information sur la modification du processus de dotation	SCT	Montréal	1	7	0,00 \$
18	Ateliers sur la cyber-justice et la signature électronique	MJQ	Québec	1	7	0,00 \$

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
JUILLET 2015						
13 juil. au 14 août	Formation des nouveaux régisseurs	Formation à l'interne	Montréal	2	52,5	0,00 \$
15 et 16	Formation de secouriste	Formation Langevin/Institut Emergi-Plan	Montréal	1	14	104,00 \$
AOÛT 2015						
6	Migration - Recherche juridique	SOQUIJ	Montréal	8	2	0,00 \$
7	Recherche juridique	CAIJ	Montréal	6	2	0,00 \$
12	Le Code de déontologie des avocats fait peau neuve	BQ	Formation en ligne	1	3	11,50 \$
14	La référence/Recherche juridique	La référence	Montréal	4	1,5	0,00 \$
20 et 28	Atelier SAGIR	CSPQ	Montréal	1	14	0,00 \$
SEPTEMBRE 2015						
1	Atelier - 63 SGR3	CSPQ	Montréal	1	3,5	0,00 \$
2,9 ou 10	Le Code de déontologie des avocats fait peau neuve	BQ	Formation en ligne	3	3	34,50 \$
10 et 11	Séminaire - Se préparer à une commission parlementaire	MCEQ	Québec	1	6	0,00 \$
18	Non-paiement	Formation à l'interne	Montréal	1	3	0,00 \$
23	Colloque - Tribunal des droits de la personne : 25 ans d'expérience	BQ	Montréal	1	7,5	481,00 \$
24	Développements récents à la Cour suprême en droit public; Les juristes de l'État à l'Assemblée nationale, les commissions parlementaires	Association des juristes de l'État (AJE)	Québec	3	7	120,72 \$
25	Atelier - 65 SGR3	CSPQ	Montréal	1	3,5	0,00 \$
28	Assemblée des conseillers en relation de travail	SCT	Montréal	1	3,5	0,00 \$

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
OCTOBRE 2015						
1	Cercle de la haute fonction publique	MCEQ	Québec	1	1,5	0,00 \$
1 et 20	Santé et sécurité au travail	RRSPT (Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail)	Montréal	1	14	225,00 \$
8 et 9	Séminaires - Sens de l'État : être au service de l'intérêt public - Le fonctionnement du processus décisionnel du gouvernement du Québec et de l'Assemblée nationale	MCEQ	Québec	1	6,25	0,00 \$
14 et 15	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	9	14	0,00 \$
20 et 21	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	10	14	0,00 \$
21	SGR 3	CSPQ	Montréal	1	7	0,00 \$
22	Séminaire - Gestion éthique	MCEQ	Québec	1	3,5	0,00 \$
28	Réforme du Code de procédure civile	Chambre des notaires	Montréal	1	7	195,00 \$
28 oct. et 8 déc.	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	7	14	0,00 \$

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
NOVEMBRE 2015						
3 et 4	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	10	14	0,00 \$
6	Réforme du Code de procédure civile	Chambre des notaires	Montréal	1	7	224,21 \$
9 nov. au 18 déc.	Formation pour nouveaux régisseurs	Formation à l'interne	Montréal	2	52,5	0,00 \$
10 et 11	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	11	14	0,00 \$
17 et 18	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	8	14	0,00 \$
23 au 27	Formation pour nouvelle secrétaire	Formation à l'interne	Montréal	1	31,5	0,00 \$
24	Séance d'échanges - Chantier gouvernemental en culture	MDDE	Montréal	1	3	0,00 \$
24 et 25	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	12	14	0,00 \$
25 au 27	Tables d'échanges juridiques	Formation à l'interne	Montréal et Longueuil	45	15,5	0,00 \$
25	Formation sur la faillite	Me François Faucher	Montréal et Longueuil	45	2	0,00 \$

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
DÉCEMBRE 2015						
2 et 8	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	6	14	0,00 \$
3	Conférence annuelle SCHL : Les perspectives du marché de l'habitation	SCHL	Montréal	1	3,5	140,00 \$
8	Migration - Recherche juridique	SOQUIJ	Montréal	3	2	0,00 \$
8 et 9	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	14	14	0,00 \$
9	UNIK et les essentiels du CAJ	CAJ	Montréal	2	2	0,00 \$
11	La référence/Recherche juridique	La référence	Montréal	5	1,5	0,00 \$
18, 26 ou 29	Code de déontologie des avocats fait peau neuve	BQ	Formation en ligne	3	3	34,50 \$

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
JANVIER 2016						
Session automne	Soutien aux études - Session automne 2015	UQAM	Montréal	1	-	114,68 \$
Session automne	Soutien aux études - Session automne 2015	UQAM	Montréal	1	-	114,68 \$
Session automne	Soutien aux études - Session automne 2015	UQAM	Montréal	1	-	114,68 \$
Session automne	Soutien aux études - Session automne 2015	ENAP	Montréal	1	-	229,35 \$
Session automne	Soutien aux études - Session automne 2015	ENAP	Montréal	1	-	114,68 \$
Session automne	Soutien aux études - Session automne 2015	UdeM	Montréal	1	-	114,68 \$
Session automne	Soutien aux études - Session automne 2015	UdeM	Montréal	1	-	114,68 \$
Session automne	Soutien aux études - Session automne 2015	UQAM	Montréal	1	-	114,68 \$
7 et 14	Formation de secouriste	Groupe Santé Langevin	Montréal	2	14	0,00 \$
12	Formation de secouriste	Groupe Santé Langevin	Montréal	1	7	0,00 \$
20	Code de déontologie des avocats fait peau neuve	BQ	Formation en ligne	2	3	23,00 \$
27	Formation DSM-5	RRSPT	Montréal	1	3,5	0,00 \$

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
------	----------------------	-----------	------	------------------------	-----------------------------------	--------------------------

FÉVRIER 2016

1	Le Code de déontologie des avocats fait peau neuve	BQ	Formation en ligne	1	3	11,50 \$
3	Non-paiement	Formation à l'interne	Montréal	1	3	0,00 \$
4	Administrateur des caisses enregistreuses	DATOR	Montréal	2	8	0,00 \$
10	Administrateur des caisses enregistreuses	DATOR	Montréal	2	8	0,00 \$
18	Non-paiement	Formation à l'interne	Montréal	1	3	0,00 \$
24	Administrateur des caisses enregistreuses	DATOR	Montréal	2	8	0,00 \$

10. Liste de tous les travaux de construction ou de rénovation effectués au ministère en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

S.I.Q.	AMÉNAGEMENT	DESCRIPTION
2015-2016	42 894.58 \$	<i>Endroit : Bureau de Québec</i> Rafraîchir et réaménager 2 salles d'audiences
	54 956.50 \$	<i>Endroit : Bureau de Saint-Hyacinthe</i> Relocation de la Régie du logement
TOTAL :	97 851.08 \$	

2016-2017	68 846.63 \$	<i>Endroit : Bureau de Rimouski</i> Relocalisation de la Régie du logement
TOTAL :	68 846.63 \$	

11. Nombre de personnes parties à la retraite en 2015-2016.

11 personnes sont parties à la retraite en 2015-2016.

Données en date du 29 février 2016

12. Nombre de personnes engagées en 2015-2016.

7 personnes ont été engagées en 2015-2016.

Données en date du 29 février 2016

13. Nombre de personnes licenciées en 2015-2016.

Aucune

14. Nombre d'ETC en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

L'effectif autorisé au 29 février 2016 est de 191 ETC.

18. Liste des études de regroupement produites en 2015-2016, avec la date de réalisation et, s'il y a lieu, le nom de la firme qui a réalisé chacune de ces études et le montant du contrat.

Aucune étude de regroupement n'a été produite par la Régie du logement en 2015-2016.

41. Copie de toute la correspondance avec le gouvernement fédéral et ses organismes pour 2015-2016.

Sans objet

47. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandat, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

La Régie du logement, seule ou avec d'autres partenaires, n'a fait partie d'aucun comité interministériel en 2014-2015.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE

- ~~1. Liste de tous les organismes qui ont reçu du financement par le biais du discrétionnaire du ministre depuis le 23 avril 2014, ainsi que le montant qu'ils ont reçu et la circonscription dans laquelle est situé chacun d'eux.~~
2. Indiquer les sommes dépensées pour 2015-2016 par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

VOLET HABITATION ET LOGEMENT SOCIAL

- ~~3. État de situation sur la politique nationale d'habitation et copie des documents, notes, analyses et transcriptions de rencontre à ce propos.~~

Régie du logement

4. Nombre de régisseurs pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.
5. Nombre moyen de causes entendues par régisseur pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.
6. Délai moyen de chacune des causes entendues par les régisseurs, et ce, par type de cause.
7. Statistiques sur les activités de la Régie, ventilées par région, en indiquant :
 - a. la nature des recours intentés, triés par type de recours;
 - b. le nombre de requêtes déposées, triées par type de requête;
 - c. le nombre de décisions rendues;
 - d. les délais entre le dépôt de la requête et l'audition;
 - e. les délais entre l'audition et la signification de la décision;
 - f. le nombre de décisions contestées;
 - g. le nombre de décisions contestées et qui ont été renversées;
 - h. le nombre de forclores.

8. Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés de la Régie du logement. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

2. Indiquer les sommes dépensées pour 2015-2016 par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Voir la réponse à la question générale 56.

4. Nombre de régisseurs pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.
-

Année	Nombre de régisseurs qui entendent des causes
2015-2016	40

Il importe de préciser qu'une régisseuse n'entend pas de cause, en l'occurrence la régisseuse occupant le poste à la Présidence, M^e Anne Morin Houde, depuis le 3 juillet 2015 (non inclus dans le tableau ci-dessus).

Données en date du 29 février 2016

5. Nombre moyen de causes entendues par régisseur pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

Nombre d'audiences tenues par catégorie

Régie du logement

Volume des audiences tenues	2015-2016*
Fixation	3 270
Révision	61
Non-paiement	38 571
Causes civiles	23 961
TOTAL	65 853

* : Données en date du 29 février 2016

6. Délai moyen de chacune des causes entendues par les régisseurs, et ce, par type de cause.

Ensemble de la Régie

Délai pour une première audience		2015-2016*
Fixation et révision		5,8
Non-paiement		1,5
Causes civiles	Urgente	1,8
	Prioritaire	16,6
	Générale	21,1

* : Données en date du 29 février 2016

7. Statistiques sur les activités de la Régie, ventilées par région, en indiquant :

- a) la nature des recours intentés, triés par type de recours;**
 - b) le nombre de requêtes déposées, triées par type de requête;**
 - c) le nombre de décisions rendues;**
 - d) les délais entre le dépôt de la requête et l'audition;**
 - e) les délais entre l'audition et la signification de la décision;**
 - f) le nombre de décisions contestées;**
 - g) le nombre de décisions contestées et qui ont été renversées;**
 - h) le nombre de forclores.**
-

A) LA NATURE DES RECOURS INTENTES TRIÉ PAR TYPE DE RECOURS

Volume des demandes introduites et relancées

FIXATION	2015-2016*
Introduites par les propriétaires	4 077
Introduites par les locataires	97
Causes relancées	21
Total	4 195

RÉVISION	2015-2016*
Introduites par les propriétaires	36
Introduites par les locataires	42
Causes relancées	0
Total	78

NON-PAIEMENT DE LOYER	2015-2016*
Recouvrements-résiliations	30 242
Résiliations pour retards fréquents	5 316
Causes relancées	1 695
Total	37 253

CAUSES CIVILES	2015-2016*
-----------------------	-------------------

Causes introduites par les propriétaires	11 509
Demandes liées au déguerpissement	2 906
Résiliations de bail pour autre motif	3 384
Recouvrements de loyer (cas spéciaux)	1 467
Rétractations d'une décision	415
Reprises du logement	737
Domages-Intérêts	732
Expulsions après échéance du bail	306
Ordonnances	302
Autorisations de convertir en copropriété divisée	140
Aliénations d'un ensemble immobilier	9
Recours propres aux logements à loyer modique	18
Travaux majeurs (autorisation)	21
Autres recours	1 072
Causes introduites par les locataires	6 827
Résiliations de bail	779
Diminutions de loyer	1 116
Domages punitifs	466
Autres dommages-intérêts	752
Rétractations d'une décision	1 593
Autorisations de déposer le loyer	118
Restitutions d'une somme due	148
Ordonnances	268
Recours entre colocataires	88
Recours propres aux logements à loyer modique	61
Travaux majeurs (opportunité et conditions)	44
Autres recours	1 394
Causes relancées	555
Total des causes civiles	18 891

Volume des demandes relancées

	2015-2016*
Causes relancées	2 271
Total	2 271

	2015-2016*
ENSEMBLE DES CAUSES	60 417

* : Données en date du 29 février 2016

B) LE NOMBRE DE REQUETES DEPOSEES TRIEES PAR TYPE DE REQUETE**Volume d'entrée des causes par bureau et par catégorie****Régie du logement**

Volume des demandes introduites		2015-2016*
Fixation		4 195
Révision		78
Non-paiement		37 253
Causes civiles		18 891
TOTAL		60 417

Volume des demandes relancées

	2015-2016*
Causes relancées	2 271
Total	2 271

Volume des demandes introduites		2015-2016*
2 - Saguenay	Fixation et Révision	14
	Non-paiement	525
	Causes civiles	374
	Total	913
4 - Roberval	Fixation et Révision	2
	Non-paiement	115
	Causes civiles	76
	Total	193
6 - Rimouski	Fixation et Révision	9
	Non-paiement	222
	Causes civiles	152
	Total	383
7 - Rivière-du-Loup	Fixation et Révision	2
	Non-paiement	130
	Causes civiles	73
	Total	205

8 - Gaspé	Fixation et Révision	2
	Non-paiement	157
	Causes civiles	82
	Total	241
10 - Sept-Îles	Fixation et Révision	23
	Non-paiement	257
	Causes civiles	109
	Total	389
11 - Baie-Comeau	Fixation et Révision	2
	Non-paiement	94
	Causes civiles	55
	Total	151
12 - Rouyn-Noranda	Fixation et Révision	54
	Non-paiement	129
	Causes civiles	119
	Total	302
13 - Val-d'Or	Fixation et Révision	1
	Non-paiement	120
	Causes civiles	74
	Total	195
14 - Shawinigan	Fixation et Révision	7
	Non-paiement	211
	Causes civiles	131
	Total	349
15 - Trois-Rivières	Fixation et Révision	18
	Non-paiement	668
	Causes civiles	342
	Total	1 028
16 - Drummondville	Fixation et Révision	6
	Non-paiement	604
	Causes civiles	303
	Total	913
18 - Québec	Fixation et Révision	295
	Non-paiement	4 079
	Causes civiles	1 919
	Total	6 293

22 - Gatineau	Fixation et Révision	41
	Non-paiement	2 561
	Causes civiles	998
	Total	3 600
23 - Saint-Hyacinthe	Fixation et Révision	14
	Non-paiement	382
	Causes civiles	249
	Total	645
24 - Granby	Fixation et Révision	11
	Non-paiement	547
	Causes civiles	240
	Total	798
25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	Fixation et Révision	50
	Non-paiement	670
	Causes civiles	267
	Total	987
26 - Sherbrooke	Fixation et Révision	33
	Non-paiement	1 244
	Causes civiles	606
	Total	1 883
27 - Valleyfield	Fixation et Révision	39
	Non-paiement	822
	Causes civiles	387
	Total	1 248
28 - Saint-Jérôme	Fixation et Révision	52
	Non-paiement	2 270
	Causes civiles	1 186
	Total	3 508
29 - Joliette	Fixation et Révision	8
	Non-paiement	711
	Causes civiles	348
	Total	1 067
31 - Montréal	Fixation et Révision	3 251
	Non-paiement	16 189
	Causes civiles	8 601
	Total	28 041

36 - Laval	Fixation et Révision	123
	Non-paiement	1 570
	Causes civiles	826
	Total	2 519
37 - Longueuil	Fixation et Révision	216
	Non-paiement	2 976
	Causes civiles	1 374
	Total	4 566

* : Données en date du 29 février 2016

C) LE NOMBRE DE DECISIONS RENDUES

Nombre de décisions rendues, par bureau et par catégorie

Régie du logement

Volume des décisions rendues		2015-2016*
Fixation		2 037
Révision		85
Non-paiement		25 236
Causes civiles		13 785
Total		41 142

* : Données en date du 29 février 2016

Volume des décisions rendues		2015-2016*
2 - Saguenay	Fixation	3
	Révision	0
	Non-paiement	380
	Causes civiles	222
	Total	605
4 - Roberval	Fixation	0
	Révision	0
	Non-paiement	109
	Causes civiles	64
	Total	173
6 - Rimouski	Fixation	0
	Révision	0
	Non-paiement	132
	Causes civiles	67
	Total	199
7 - Rivière-du-Loup	Fixation	0
	Révision	0
	Non-paiement	68
	Causes civiles	20
	Total	88
8 - Gaspé	Fixation	1
	Révision	0
	Non-paiement	129
	Causes civiles	55
	Total	185
10 - Sept-Îles	Fixation	2
	Révision	0
	Non-paiement	170
	Causes civiles	55
	Total	227

11 - Baie-Comeau	Fixation	4
	Révision	0
	Non-paiement	67
	Causes civiles	36
	Total	107
12 - Rouyn-Noranda	Fixation	0
	Révision	0
	Non-paiement	101
	Causes civiles	66
	Total	167
13 - Val-d'Or	Fixation	0
	Révision	0
	Non-paiement	91
	Causes civiles	44
	Total	135
14 - Shawinigan	Fixation	0
	Révision	0
	Non-paiement	144
	Causes civiles	117
	Total	261
15 - Trois-Rivières	Fixation	2
	Révision	0
	Non-paiement	394
	Causes civiles	285
	Total	681
16 - Drummondville	Fixation	2
	Révision	0
	Non-paiement	423
	Causes civiles	146
	Total	571
18 - Québec	Fixation	101
	Révision	0
	Non-paiement	2 594
	Causes civiles	1 048
	Total	3 743
22 - Gatineau	Fixation	22
	Révision	0
	Non-paiement	1 680
	Causes civiles	573
	Total	2 275
23 - Saint-Hyacinthe	Fixation	13
	Révision	0
	Non-paiement	262
	Causes civiles	237
	Total	512

24 - Granby	Fixation	8
	Révision	0
	Non-paiement	410
	Causes civiles	188
	Total	606
25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	Fixation	12
	Révision	0
	Non-paiement	457
	Causes civiles	264
	Total	733
26 - Sherbrooke	Fixation	18
	Révision	0
	Non-paiement	826
	Causes civiles	451
	Total	1 295
27 - Valleyfield	Fixation	29
	Révision	0
	Non-paiement	583
	Causes civiles	309
	Total	921
28 - Saint-Jérôme	Fixation	54
	Révision	0
	Non-paiement	1 726
	Causes civiles	866
	Total	2 646
29 - Joliette	Fixation	5
	Révision	0
	Non-paiement	463
	Causes civiles	268
	Total	736
31 - Montréal	Fixation	1 589
	Révision	78
	Non-paiement	10 796
	Causes civiles	6 586
	Total	19 049
36 - Laval	Fixation	35
	Révision	0
	Non-paiement	1 107
	Causes civiles	764
	Total	1 906
37 - Longueuil	Fixation	137
	Révision	7
	Non-paiement	2 123
	Causes civiles	1 054
	Total	3 321

* : Données en date du 29 février 2016

D) LES DELAIS ENTRE LE DEPOT DE LA REQUETE ET L'AUDITION

Délai pour obtenir une première audience (en mois)

Régie du logement

Délai pour une première audience		Moyenne 2015-2016*
Fixation et révision		5,8
Non-paiement		1,5
Causes urgentes		1,8
Causes prioritaires		16,6
Causes générales		21,1

* : Données en date du 29 février 2016

Délai pour une première audience		2015-2016*
Fixation et Révision	2 - Saguenay	20,9
	4 - Roberval	0,0
	6 - Rimouski	0,0
	7 - Rivière-du-Loup	0,0
	8 - Gaspé	4,2
	10 - Sept-Îles	12,3
	11 - Baie-Comeau	3,7
	12 - Rouyn-Noranda	32,5
	13 - Val-d'Or	0,0
	14 - Shawinigan	7,5
	15 - Trois-Rivières	11,7
	16 - Drummondville	3,3
	18 - Québec	12,1
	22 - Gatineau	11,8
	23 - Saint-Hyacinthe	4,4
	24 - Granby	10,6
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	5,9
	26 - Sherbrooke	6,7
	27 - Valleyfield	4,6
	28 - Saint-Jérôme	4,2
	29 - Joliette	5,8
	31 - Montréal	5,3
	36 - Laval	7,8
	37 - Longueuil	4,0
Moyenne: Régie du logement		5,8

Non-paiement	2 - Saguenay	1,7
	4 - Roberval	3,0
	6 - Rimouski	1,9
	7 - Rivière-du-Loup	1,8
	8 - Gaspé	2,4
	10 - Sept-Îles	1,8
	11 - Baie-Comeau	1,9
	12 - Rouyn-Noranda	1,9
	13 - Val-d'Or	1,8
	14 - Shawinigan	1,7
	15 - Trois-Rivières	1,6
	16 - Drummondville	1,6
	18 - Québec	1,5
	22 - Gatineau	1,4
	23 - Saint-Hyacinthe	1,6
	24 - Granby	1,4
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	1,4
	26 - Sherbrooke	1,5
	27 - Valleyfield	1,6
	28 - Saint-Jérôme	1,4
	29 - Joliette	1,5
	31 - Montréal	1,4
	36 - Laval	1,4
	37 - Longueuil	1,4
	Moyenne: Régie du logement	1,5
Causes urgentes	2 - Saguenay	1,5
	4 - Roberval	5,2
	6 - Rimouski	3,2
	7 - Rivière-du-Loup	2,9
	8 - Gaspé	2,6
	10 - Sept-Îles	1,9
	11 - Baie-Comeau	2,3
	12 - Rouyn-Noranda	1,8
	13 - Val-d'Or	2,2
	14 - Shawinigan	2,7
	15 - Trois-Rivières	1,6
	16 - Drummondville	2,1
	18 - Québec	2,4
	22 - Gatineau	1,4
	23 - Saint-Hyacinthe	4,1
	24 - Granby	2,2
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	2,9
	26 - Sherbrooke	1,6
	27 - Valleyfield	1,5
	28 - Saint-Jérôme	2,2
	29 - Joliette	1,3
	31 - Montréal	1,5
	36 - Laval	1,5
	37 - Longueuil	2,1
	Moyenne: Régie du logement	1,8

Causes prioritaires	2 - Saguenay	7,6
	4 - Roberval	4,8
	6 - Rimouski	7,7
	7 - Rivière-du-Loup	0,0
	8 - Gaspé	5,6
	10 - Sept-Îles	4,8
	11 - Baie-Comeau	6,2
	12 - Rouyn-Noranda	20,3
	13 - Val-d'Or	20,0
	14 - Shawinigan	19,9
	15 - Trois-Rivières	11,3
	16 - Drummondville	14,2
	18 - Québec	16,5
	22 - Gatineau	25,8
	23 - Saint-Hyacinthe	10,0
	24 - Granby	16,1
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	13,1
	26 - Sherbrooke	15,6
	27 - Valleyfield	12,8
	28 - Saint-Jérôme	23,6
	29 - Joliette	15,5
	31 - Montréal	16,6
	36 - Laval	17,7
	37 - Longueuil	11,2
	Moyenne: Régie du logement	16,6
Causes générales	2 - Saguenay	18,3
	4 - Roberval	17,0
	6 - Rimouski	15,5
	7 - Rivière-du-Loup	25,9
	8 - Gaspé	7,0
	10 - Sept-Îles	15,1
	11 - Baie-Comeau	9,1
	12 - Rouyn-Noranda	19,2
	13 - Val-d'Or	22,0
	14 - Shawinigan	19,5
	15 - Trois-Rivières	19,4
	16 - Drummondville	21,5
	18 - Québec	23,9
	22 - Gatineau	33,4
	23 - Saint-Hyacinthe	15,3
	24 - Granby	23,1
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	18,3
	26 - Sherbrooke	22,7
	27 - Valleyfield	16,6
	28 - Saint-Jérôme	29,9
	29 - Joliette	21,7
	31 - Montréal	19,9
	36 - Laval	20,3
	37 - Longueuil	15,4
	Moyenne: Régie du logement	21,1

* : Données en date du 29 février 2016

E) LES DELAIS ENTRE L'AUDITION ET LA SIGNIFICATION DE LA DECISION

Délais pour rendre une décision (en jours ouvrables)

Régie du logement

Délai pour rendre une décision	2015-2016*
Fixation et révision	29,0
Non-paiement	8,0
Causes civiles	19,0

* : Données en date du 29 février 2016

Délai pour rendre une décision		2015-2016*
Fixation et Révision	2 - Saguenay	13
	4 - Roberval	0
	6 - Rimouski	0
	7 - Rivière-du-Loup	0
	8 - Gaspé	1
	10 - Sept-Îles	16
	11 - Baie-Comeau	39
	12 - Rouyn-Noranda	0
	13 - Val-d'Or	0
	14 - Shawinigan	0
	15 - Trois-Rivières	4
	16 - Drummondville	33
	18 - Québec	25
	22 - Gatineau	13
	23 - Saint-Hyacinthe	13
	24 - Granby	26
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	21
	26 - Sherbrooke	22
	27 - Valleyfield	20
	28 - Saint-Jérôme	30
	29 - Joliette	51
	31 - Montréal	30
	36 - Laval	18
	37 - Longueuil	27
Moyenne: Régie du logement		29

Non-paiement	2 - Saguenay	7
	4 - Roberval	10
	6 - Rimouski	8
	7 - Rivière-du-Loup	12
	8 - Gaspé	8
	10 - Sept-Îles	10
	11 - Baie-Comeau	7
	12 - Rouyn-Noranda	11
	13 - Val-d'Or	8
	14 - Shawinigan	10
	15 - Trois-Rivières	9
	16 - Drummondville	10
	18 - Québec	7
	22 - Gatineau	7
	23 - Saint-Hyacinthe	8
	24 - Granby	8
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	7
	26 -Sherbrooke	7
	27- Valleyfield	8
	28 - Saint-Jérôme	9
	29 - Joliette	9
	31 - Montréal	8
	36 - Laval	9
	37 - Longueuil	8
	Moyenne: Régie du logement	8
Causes civiles	2 - Saguenay	14
	4 - Roberval	14
	6 - Rimouski	16
	7 - Rivière-du-Loup	20
	8 - Gaspé	11
	10 - Sept-Îles	17
	11 - Baie-Comeau	16
	12 - Rouyn-Noranda	22
	13 - Val-d'Or	14
	14 - Shawinigan	18
	15 - Trois-Rivières	16
	16 - Drummondville	30
	18 - Québec	16
	22 - Gatineau	9
	23 - Saint-Hyacinthe	14
	24 - Granby	12
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	15
	26 -Sherbrooke	10
	27- Valleyfield	15
	28 - Saint-Jérôme	24
	29 - Joliette	30
	31 - Montréal	20
	36 - Laval	26
	37 - Longueuil	14
	Moyenne: Régie du logement	19

* : Données en date du 29 février 2016

F) LE NOMBRE DE DECISIONS CONTESTEES

Volume d'entrée des causes de contestation d'une décision par bureau et par catégorie

Régie du logement

Demandes de contestation d'une décision	2015-2016*
Révision d'une décision en fixation	78
Rétractation d'une décision - Propriétaires	415
Rétractation d'une décision - Locataires	1 593

* : Données en date du 29 février 2016

Demandes de contestation d'une décision		2015-2016*
Révision d'une décision en fixation	2 - Saguenay	1
	4 - Roberval	
	6 - Rimouski	
	7 - Rivière-du-Loup	
	8 - Gaspé	
	10 - Sept-Îles	
	11 - Baie-Comeau	
	12 - Rouyn-Noranda	
	13 - Val-d'Or	
	14 - Shawinigan	
	15 - Trois-Rivières	
	16 - Drummondville	
	18 - Québec	6
	22 - Gatineau	
	23 - Saint-Hyacinthe	
	24 - Granby	
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	
	26 - Sherbrooke	1
	27 - Valleyfield	9
	28 - Saint-Jérôme	2
	29 - Joliette	
	31 - Montréal	45
	36 - Laval	5
	37 - Longueuil	9
Total: Régie du logement		78

Rétractation d'une décision Propriétaires	2 - Saguenay	4
	4 - Roberval	
	6 - Rimouski	1
	7 - Rivière-du-Loup	2
	8 - Gaspé	
	10 - Sept-Îles	
	11 - Baie-Comeau	1
	12 - Rouyn-Noranda	1
	13 - Val-d'Or	
	14 - Shawinigan	1
	15 - Trois-Rivières	8
	16 - Drummondville	4
	18 - Québec	19
	22 - Gatineau	15
	23 - Saint-Hyacinthe	3
	24 - Granby	
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	5
	26 - Sherbrooke	16
	27 - Valleyfield	6
	28 - Saint-Jérôme	24
	29 - Joliette	6
	31 - Montréal	232
	36 - Laval	20
	37 - Longueuil	47
Total: Régie du logement		415
Rétractation d'une décision Locataires	2 - Saguenay	17
	4 - Roberval	1
	6 - Rimouski	6
	7 - Rivière-du-Loup	1
	8 - Gaspé	1
	10 - Sept-Îles	5
	11 - Baie-Comeau	1
	12 - Rouyn-Noranda	3
	13 - Val-d'Or	2
	14 - Shawinigan	11
	15 - Trois-Rivières	19
	16 - Drummondville	17
	18 - Québec	115
	22 - Gatineau	85
	23 - Saint-Hyacinthe	16
	24 - Granby	16
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	22
	26 - Sherbrooke	40
	27 - Valleyfield	36
	28 - Saint-Jérôme	98
	29 - Joliette	19
	31 - Montréal	837
	36 - Laval	93
	37 - Longueuil	132
Total: Régie du logement		1 593

* : Données en date du 29 février 2016

G) LE NOMBRE DE DECISIONS CONTESTEES ET QUI ONT ETE RENVERSEES

La conclusion d'une décision n'est pas une information qui se prête à la saisie informatique.

Quant aux décisions qui auraient pu être contestées à la Cour du Québec, il n'est pas possible d'obtenir des statistiques précises puisque ni les parties, ni la Cour du Québec n'ont l'obligation de transmettre à la Régie du logement une copie de la requête. Toutefois, selon les données enregistrées à la Régie du logement, le nombre de décisions contestées s'avère peu significatif compte tenu du volume de décisions rendues.

Nombre de décisions contestées devant la Cour du Québec

Régie du logement

Volume d'appels devant la Cour du Québec	2015-2016*
Fixation et révision	1
Non-paiement	7
Causes civiles	68
Total	76

* : Données en date du 29 février 2016

H) LE NOMBRE DE FORCLOSES

Déclarations de forclusion émises par le tribunal	2015-2016*
2 - Saguenay	2
4 - Roberval	
6 - Rimouski	4
7 - Rivière-du-Loup	
8 - Gaspé	
10 - Sept-Îles	1
11 - Baie-Comeau	
12 - Rouyn-Noranda	1
13 - Val-d'Or	
14 - Shawinigan	3
15 - Trois-Rivières	5
16 - Drummondville	3
18 - Québec	18
22 - Gatineau	19
23 - Saint-Hyacinthe	3
24 - Granby	
25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	7
26 - Sherbrooke	9
27 - Valleyfield	16
28 - Saint-Jérôme	29
29 - Joliette	1
31 - Montréal	190
36 - Laval	19
37 - Longueuil	35
Régie du logement	365

* : Données en date du 29 février 2016

8. Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés de la Régie du logement. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
-

LES ACTIVITÉS DE FORMATION DU PERSONNEL DE LA RÉGIE DU LOGEMENT
1 AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
AVRIL 2015						
Session hiver	Soutien aux études - Session hiver 2015	UdeM	Montréal	1	-	113,66 \$
Session hiver	Soutien aux études - Session hiver 2015	Université de Laval	Montréal	1	-	113,66 \$
Session hiver	Soutien aux études - Session hiver 2015	ÉNAP	Montréal	1	-	227,31 \$
Session hiver	Soutien aux études - Session hiver 2015	UdeM	Montréal	1	-	340,97 \$
Session hiver	Soutien aux études - Session hiver 2015	ÉNAP	Montréal	1	-	113,66 \$
Session hiver	Soutien aux études - Session hiver 2015	UQAM	Montréal	1	-	340,97 \$
Session hiver	Soutien aux études - Session hiver 2015	UQAM	Montréal	1	-	113,66 \$
Session hiver	Soutien aux études - Session hiver 2015	UQAM	Montréal	1	-	113,66 \$
Session hiver	Soutien aux études - Session hiver 2015	HEC	Montréal	1	-	227,31 \$
Session hiver	Soutien aux études - Session hiver 2015	UdeM	Montréal	1	-	340,97 \$
1	Formation secourisme	Actions Secours	Drummondville	1	7	0,00 \$
3	Le Code de déontologie des avocats fait peau neuve	BQ	Formation en ligne	1	3	11,50 \$
9	Rafraîchissement de personnes-ressources en ergonomie	APSSAP	Montréal	1	7	0,00 \$
13 et 20	Formation de secouriste	École de secourisme du	Saint-Jean-sur-	1	14	0,00 \$
20 et 21	Formation de secouriste	Ambulance Saint-Jean	Saint-Jérôme	1	14	0,00 \$

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
MAI 2015						
4 et 5	Préparation à la retraite	Cégep Marie-Victorin	Drummondville	1	14	250,00 \$
6	Facteurs de succès en conférence de règlement à l'amiable : mythes et réalités	Me Jean-François Roberge	Montréal	2	1,5	0,00 \$
14	Atelier d'échanges sur les réalités de la fonction publique québécoise et session d'intégration des nouveaux titulaires en situation de gestion	MCEQ	Québec	1	7,5	0,00 \$
20	Les personnalités difficiles	BQ	Montréal	13	3	1 469,00 \$
20 et 21	Préparation à la retraite	Cégep Marie-Victorin	Sorel-Tracy	2	14	500,00 \$
21	Assemblée des conseillers en relation de travail	SCT	Montréal	1	7	0,00 \$
25	Formation de secouriste	Formation Langevin	Valleyfield	0	7	0,00 \$
28	«Opinion publique : L'autre tribunal tout aussi important»	Enigma communications	Montréal	1	1,5	0,00 \$
28	Comité d'implantation SGR3	CSPQ	Montréal	1	2,5	0,00 \$

Date	Titre des formations	Fornateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
JUIN 2015						
Session été	Soutien aux études - Session Été 2015	UQAM	Montréal	1	-	113,66 \$
Session été	Soutien aux études - Session Été 2015	ENAP	Montréal	1	-	113,66 \$
Session été	Soutien aux études - Session Été 2015	ENAP	Montréal	1	-	113,66 \$
Session été	Soutien aux études - Session Été 2015	UdeM	Montréal	1	-	113,66 \$
Session été	Soutien aux études - Session Été 2015	UdeM	Montréal	1	-	113,66 \$
juin 2015 à déc. 2016	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique (programme sur 18 mois)	ENAP	Montréal	1	137,5	4 285,00 \$
1	Formation de secouriste	Formation Langevin	Valleyfield	1	7	0,00 \$
4	Les enjeux à la réforme C.p.c. vues par Me Francine Payette	Juris Concept	Formation en ligne	2	1,5	0,00 \$
4 et 5	Préparation à la retraite	Cégep Marie-Victorin	Montréal	1	14	250,00 \$
6	Le Code de déontologie des avocats fait peau neuve	BQ	Formation en ligne	1	3	11,50 \$
8 et 9	Préparation à la retraite	Cégep Marie-Victorin	Saint-Hyacinthe	1	14	250,00 \$
10 au 12	Congrès annuel du barreau du Québec 2015	BQ	La Malbaie	3	21	2 585,00 \$
10 et 11	Préparation à la retraite	Cégep Marie-Victorin	Sherbrooke	1	14	250,00 \$
16	Rencontre de démarrage SGR3	CSPQ	Montréal	1	7	0,00 \$
17	Conférences - Guide de rédaction et d'analyse de contrats - Métaphores conceptuelles pour une constitution inachevée - Recours et procédure devant les Cours fédérales	Fondation du Barreau du Québec	Montréal	1	3	0,00 \$
18	Session d'information sur la modification du processus de dotation	SCT	Montréal	1	7	0,00 \$
18	Ateliers sur la cyber-justice et la signature électronique	MJQ	Québec	1	7	0,00 \$

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
JUILLET 2015						
13 juil. au 14 août	Formation des nouveaux régisseurs	Formation à l'interne	Montréal	2	52,5	0,00 \$
15 et 16	Formation de secouriste	Formation Langevin/Institut Emergi-Plan	Montréal	1	14	104,00 \$
AOÛT 2015						
6	Migration - Recherche juridique	SOQUIJ	Montréal	8	2	0,00 \$
7	Recherche juridique	CAIJ	Montréal	6	2	0,00 \$
12	Le Code de déontologie des avocats fait peau neuve	BQ	Formation en ligne	1	3	11,50 \$
14	La référence/Recherche juridique	La référence	Montréal	4	1,5	0,00 \$
20 et 28	Atelier SAGIR	CSPQ	Montréal	1	14	0,00 \$
SEPTEMBRE 2015						
1	Atelier - 63 SGR3	CSPQ	Montréal	1	3,5	0,00 \$
2,9 ou 10	Le Code de déontologie des avocats fait peau neuve	BQ	Formation en ligne	3	3	34,50 \$
10 et 11	Séminaire - Se préparer à une commission parlementaire	MCEQ	Québec	1	6	0,00 \$
18	Non-paiement	Formation à l'interne	Montréal	1	3	0,00 \$
23	Colloque - Tribunal des droits de la personne : 25 ans d'expérience	BQ	Montréal	1	7,5	481,00 \$
24	Développements récents à la Cour suprême en droit public; Les juristes de l'État à l'Assemblée nationale, les commissions parlementaires	Association des juristes de l'État (AJE)	Québec	3	7	120,72 \$
25	Atelier - 65 SGR3	CSPQ	Montréal	1	3,5	0,00 \$
28	Assemblée des conseillers en relation de travail	SCT	Montréal	1	3,5	0,00 \$

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
OCTOBRE 2015						
1	Cercle de la haute fonction publique	MCEQ	Québec	1	1,5	0,00 \$
1 et 20	Santé et sécurité au travail	RRSPT (Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail)	Montréal	1	14	225,00 \$
8 et 9	Séminaires - Sens de l'État : être au service de l'intérêt public - Le fonctionnement du processus décisionnel du gouvernement du Québec et de l'Assemblée nationale	MCEQ	Québec	1	6,25	0,00 \$
14 et 15	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	9	14	0,00 \$
20 et 21	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	10	14	0,00 \$
21	SGR 3	CSPQ	Montréal	1	7	0,00 \$
22	Séminaire - Gestion éthique	MCEQ	Québec	1	3,5	0,00 \$
28	Réforme du Code de procédure civile	Chambre des notaires	Montréal	1	7	195,00 \$
28 oct. et 8 déc.	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	7	14	0,00 \$

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
NOVEMBRE 2015						
3 et 4	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	10	14	0,00 \$
6	Réforme du Code de procédure civile	Chambre des notaires	Montréal	1	7	224,21 \$
9 nov. au 18 déc.	Formation pour nouveaux régisseurs	Formation à l'interne	Montréal	2	52,5	0,00 \$
10 et 11	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	11	14	0,00 \$
17 et 18	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	8	14	0,00 \$
23 au 27	Formation pour nouvelle secrétaire	Formation à l'interne	Montréal	1	31,5	0,00 \$
24	Séance d'échanges - Chantier gouvernemental en culture	MDDE	Montréal	1	3	0,00 \$
24 et 25	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	12	14	0,00 \$
25 au 27	Tables d'échanges juridiques	Formation à l'interne	Montréal et Longueuil	45	15,5	0,00 \$
25	Formation sur la faillite	Me François Faucher	Montréal et Longueuil	45	2	0,00 \$

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
DÉCEMBRE 2015						
2 et 8	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	6	14	0,00 \$
3	Conférence annuelle SCHL : Les perspectives du marché de l'habitation	SCHL	Montréal	1	3,5	140,00 \$
8	Migration - Recherche juridique	SOQUIJ	Montréal	3	2	0,00 \$
8 et 9	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	14	14	0,00 \$
9	UNIK et les essentiels du CAJ	CAJ	Montréal	2	2	0,00 \$
11	La référence/Recherche juridique	La référence	Montréal	5	1,5	0,00 \$
18, 26 ou 29	Code de déontologie des avocats fait peau neuve	BQ	Formation en ligne	3	3	34,50 \$

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
JANVIER 2016						
Session automne	Soutien aux études - Session automne 2015	UQAM	Montréal	1	-	114,68 \$
Session automne	Soutien aux études - Session automne 2015	UQAM	Montréal	1	-	114,68 \$
Session automne	Soutien aux études - Session automne 2015	UQAM	Montréal	1	-	114,68 \$
Session automne	Soutien aux études - Session automne 2015	ENAP	Montréal	1	-	229,35 \$
Session automne	Soutien aux études - Session automne 2015	ENAP	Montréal	1	-	114,68 \$
Session automne	Soutien aux études - Session automne 2015	UdeM	Montréal	1	-	114,68 \$
Session automne	Soutien aux études - Session automne 2015	UdeM	Montréal	1	-	114,68 \$
Session automne	Soutien aux études - Session automne 2015	UQAM	Montréal	1	-	114,68 \$
7 et 14	Formation de secouriste	Groupe Santé Langevin	Montréal	2	14	0,00 \$
12	Formation de secouriste	Groupe Santé Langevin	Montréal	1	7	0,00 \$
20	Code de déontologie des avocats fait peau neuve	BQ	Formation en ligne	2	3	23,00 \$
27	Formation DSM-5	RRSPT	Montréal	1	3,5	0,00 \$

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
------	----------------------	-----------	------	------------------------	-----------------------------------	--------------------------

FÉVRIER 2016

1	Le Code de déontologie des avocats fait peau neuve	BQ	Formation en ligne	1	3	11,50 \$
3	Non-paiement	Formation à l'interne	Montréal	1	3	0,00 \$
4	Administrateur des caisses enregistreuses	DATOR	Montréal	2	8	0,00 \$
10	Administrateur des caisses enregistreuses	DATOR	Montréal	2	8	0,00 \$
18	Non-paiement	Formation à l'interne	Montréal	1	3	0,00 \$
24	Administrateur des caisses enregistreuses	DATOR	Montréal	2	8	0,00 \$



ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2016-2017

QUESTIONS PARTICULIÈRES 2^E OPPOSITION

Avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2015-2016, indiquer :
 - a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
 - b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
 - c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
2. Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2015-2016. Indiquer :
 - a) le lieu;
 - b) le coût;
 - c) la ou les dates de participation;
 - d) le nombre de participants;
 - e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
 - f) le nom de la formation ou de l'activité.
3. Sommes dépensées en 2015-2016 (et prévisions pour 2016-2017) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
4. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2015-2016, en indiquant pour chacun :
 - a) son mandat;
 - b) la liste des membres;
 - c) le budget dépensé;
 - d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
 - e) les résultats atteints.

5. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2015-2016 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
6. Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2015-2016. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.

Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du ministère et des organismes qui en relèvent dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

7. Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2015-2016, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
8. Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2015-2016 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.
9. Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.
10. Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2015-2016.
11. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :
 - a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
 - b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
 - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
 - d) la liste des concours qui ont pris fin.
12. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017 :

- le nom de toutes les campagnes;

- les coûts de ces campagnes;
- le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- les dates de diffusion de la campagne;
- les objectifs visés par chaque campagne.

13. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2015-2016 :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

14. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes.
- d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.

15. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).

16. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2010-2011 à 2015-2016, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2016-2017.

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2015-2016, indiquer :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
- b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
- c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

a) La Régie du logement n'a aucun conseil d'administration

b)

Nominations 2015-2016

Nom	Titre	Date de début de mandat	Date de fin de mandat	Rémunération	CV
Morin, Anne	Présidente	2015-07-03	2019-04-12	163 585 \$	Voir CV joints à la suite des tableaux
Sabourin, Lucie	Régisseure	2015-07-13	2020-07-12	133 691 \$	Voir CV joints à la suite des tableaux
Forget, Anne-Marie	Régisseure	2015-07-13	2020-07-12	111 778 \$	Voir CV joints à la suite des tableaux
Duchesneau, Bernard	Régisseur	2015-11-09	2020-11-08	140 117 \$	Voir CV joints à la suite des tableaux
Hubert, Louis-André	Régisseur	2015-11-09	2020-11-08	107 783 \$	Voir CV joints à la suite des tableaux

Renouvellements 2015-2016

Nom	Titre	Date de début de mandat	Date de fin de mandat	Rémunération	CV
Boucher, Linda	Régisseure	2015-04-25	2020-04-24	140 117 \$	Voir CV joints à la suite des tableaux
Courtemanche, Claire	Régisseure	2015-04-25	2020-04-24	140 117 \$	Voir CV joints à la suite des tableaux
Lavigne, Marc	Régisseur	2015-04-25	2020-04-24	140 117 \$	Voir CV joints à la suite des tableaux
Jodoin, Francine	Régisseure	2016-01-08	2021-01-07	140 117 \$	Voir CV joints à la suite des tableaux

c) Frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Nominations 2015-2016

Nom	Hébergement	Transport	Repas	Total
Morin, Anne	2 024.49 \$	2 412.45 \$	1 111.36 \$	5 548.30 \$
Sabourin, Lucie	-	1 281.65 \$	430.95 \$	1 712.60 \$
Forget, Anne-Marie	478.96 \$	1 447.23 \$	625.48 \$	2 551.67 \$
Duchesneau, Bernard	-	82.76 \$	-	82.76 \$
Hubert, Louis-André	3 074.27 \$	989.80 \$	1 069.29 \$	5 133.36 \$

Renouvellements 2015-2016

Nom	Hébergement	Transport	Repas	Total
Boucher, Linda	-	41.38 \$	-	41.38 \$
Courtemanche, Claire	2 920.63 \$	1 270.94 \$	1 782.12 \$	5 973.69 \$
Lavigne, Marc	147.72 \$	1 349.79 \$	367.03 \$	1 864.54 \$
Jodoin, Francine	-	59.45 \$	-	59.45 \$

Nominations 2015-2016

MORIN, Anne

ÂGE 62 ans

FORMATION

Membre du Barreau du Québec
Université de Montréal
1975 Licence en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 2014	Régie du logement Régisseuse et vice-présidente
2004 - 2014	Régisseuse
2001 - 2004	Adjointe aux activités du tribunal et avocate plaideuse
1996 - 2001	Avocate plaideuse, conseillère juridique et greffière spéciale
1990 - 1996	Conseillère juridique et greffière spéciale
1990	Commission de protection du territoire agricole du Québec Conseillère juridique
1979 - 1990	Régie du logement Conseillère juridique et greffière spéciale
1977 - 1979	Canadien Pacifique Itée Avocate

SABOURIN, Lucie

FORMATION

	Membre du Barreau du Québec
	Université Sherbrooke
1996	Diplôme de droit de la santé
	Université Laval
1984	Baccalauréat en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

	Régie du logement
Depuis 2011	Avocate
2014	Coordonnatrice – Service juridique
2010 - 2011	Greffière spéciale et avocate
	Tribunal administratif du Québec
2006 - 2010	Avocate
2004 - 2006	Agente de planification socioéconomique
	Ministère du Revenu
2003 - 2004	Agente de recherche en fiscalité
2001 - 2003	Agente de recherche en droit fiscal
1996 - 2001	Agente de perception
	La Métropolitaine, compagnie d'assurance-vie
1996	Intermédiaire de marché
	Godin, Raymond, Harris, Thomas
1991 - 1992	Avocate
	Ministère de la Justice et Ministère du Revenu
1985 - 1990	Stagiaire en droit puis avocate

FORGET, Anne-Marie

FORMATION

1996 Membre du Barreau du Québec
 Université de Sherbrooke
 Baccalauréat en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 1997 **Gagnon & associés**
 Avocate

1996 - 1997 **Josée M. Gagnon avocate**
 Stagiaire en droit

FORGET, Anne-Marie

AUTRES ACTIVITÉS PARAPROFESSIONNELLES

Depuis 2013	Comité de liaison Barreau du Québec / Régie du logement
	Membre

DUCHESNEAU, Bernard

FORMATION

	Membre du Barreau du Québec
	Université de Sherbrooke
1998	Maîtrise en fiscalité
	Université Laval
1995	Baccalauréat en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 2010	Agence du revenu du Québec Avocat-fiscaliste plaidant – Direction du contentieux – Larivière Meunier
2007 - 2010	Société immobilière Trans-Québec inc. Avocat-fiscaliste
2006 - 2007	Ernst & Young Avocat-fiscaliste et chef d'équipe sénior
2001 - 2004	Avocat-fiscaliste et chef d'équipe sénior
2004 - 2005	KPMG (Paris) Avocat-fiscaliste et chef d'équipe
1998 - 2001	Raymond Chabot Grant Thornton Avocat-fiscaliste

AUTRES ACTIVITÉS PARAPROFESSIONNELLES

Depuis 2012	Tennis Montréal inc.
2010 - 2012	Président du conseil d'administration
	Vice-président du conseil d'administration

HUBERT, Louis-André

ÂGE 47 ans

FORMATION

Membre du Barreau du Québec

Université d'Ottawa
1996 Licence en droit civil

Institut d'études politiques de Paris
1991 Certificat d'études politiques (deuxième cycle en économie et politique)

HEC Montréal
1990 Baccalauréat en administration des affaires

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 2007 Avocat en pratique privée

Vallée – Hubert, avocats
1998 - 2007 Avocat associé

Société d'exploitation et d'aménagement des parcs régionaux de la Vallée-de-la-Gatineau
1998 - 2000 Directeur général

Chambre de commerce et d'industrie de Maniwaki
1998 - 1999 Directeur général

Letellier et associés
1997 - 1998 Stagiaire en droit

M^e Stéphanie Vallée, avocate
1995 - 1997 Étudiant en droit et recherchiste

M^e Joanne Lachapelle, notaire
1994 - 1995 Étudiant en droit et recherchiste

Cabinet du ministre de la Justice et procureur général du Canada
1993 Attaché politique

Cabinet du Secrétaire d'État du Canada
1992 Attaché politique

La Commission scolaire de la Haute-Gatineau
1991 - 1992 Enseignant auprès d'adultes

HUBERT, Louis-André

AUTRES ACTIVITÉS PARAPROFESSIONNELLES

2009 - 2013	Ville de Maniwaki Conseiller municipal
2002 - 2005	Conseiller municipal

Renouvellements 2015-2016

BOUCHER, Linda

ÂGE 54 ans

FORMATION

Membre de la Chambre des notaires du Québec

Université de Montréal
1987 Diplôme de droit notarial
1985 Baccalauréat en droit

Université du Québec à Montréal
1982 Certificat en archéologie

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Régie du logement
Depuis 2005 Régisseuse

2004 - 2005 Notaire en pratique privée

Auclair, Chartrand, Boucher
1989 - 2003 Notaire

Fortin et Simard
1987 - 1989 Notaire

AMARC
1983 - 1986 Responsable à la sécurité puis responsable aux communications radio

Ministère du Revenu
1982 - 1983 Agente de vérification – revenus de location

COURTEMANCHE, Claire

ÂGE 64 ans

FORMATION

Membre du Barreau du Québec

1972 Université Laval
Licence en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 1982 Régie du logement
Régisseuse

1973 - 1982 Avocate en pratique privée

LAVIGNE, Marc

ÂGE 70 ans

FORMATION

Membre du Barreau du Québec
1969 Université de Montréal
Licence en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 2005 Régie du logement
Régisseur
1973 - 2005 Piché, Lavigne et associés
Avocat en pratique privée
1970 - 1973 Deschenes, De Grandpré et associés
Avocat

JODOIN, Francine

ÂGE 51 ans

FORMATION

Membre du Barreau du Québec
Université de Montréal
1986 Baccalauréat en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 2001 **Régie du logement**
Régisseuse
1990 - 2001 **Deveau, Lavoie & associés**
Avocate
1987 - 1990 **Laflair Poliquin Renault**
Avocate

2. Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2015-2016. Indiquer :

- a) le lieu;**
 - b) le coût;**
 - c) la ou les dates de participation;**
 - d) le nombre de participants;**
 - e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;**
 - f) le nom de la formation ou de l'activité.**
-

**LES ACTIVITÉS DE FORMATION DU PERSONNEL DE LA RÉGIE DU LOGEMENT
1 AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016**

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
AVRIL 2015						
Session hiver	Soutien aux études - Session hiver 2015	UdeM	Montréal	1	-	113,66 \$
Session hiver	Soutien aux études - Session hiver 2015	Université de Laval	Montréal	1	-	113,66 \$
Session hiver	Soutien aux études - Session hiver 2015	ÉNAP	Montréal	1	-	227,31 \$
Session hiver	Soutien aux études - Session hiver 2015	UdeM	Montréal	1	-	340,97 \$
Session hiver	Soutien aux études - Session hiver 2015	ÉNAP	Montréal	1	-	113,66 \$
Session hiver	Soutien aux études - Session hiver 2015	UQAM	Montréal	1	-	340,97 \$
Session hiver	Soutien aux études - Session hiver 2015	UQAM	Montréal	1	-	113,66 \$
Session hiver	Soutien aux études - Session hiver 2015	UQAM	Montréal	1	-	113,66 \$
Session hiver	Soutien aux études - Session hiver 2015	HEC	Montréal	1	-	227,31 \$
Session hiver	Soutien aux études - Session hiver 2015	UdeM	Montréal	1	-	340,97 \$
1	Formation secourisme	Actions Secours	Drummondville	1	7	0,00 \$
3	Le Code de déontologie des avocats fait peau neuve	BQ	Formation en ligne	1	3	11,50 \$
9	Rafraîchissement de personnes-ressources en ergonomie	APSSAP	Montréal	1	7	0,00 \$
13 et 20	Formation de secouriste	École de secourisme du	Saint-Jean-sur-	1	14	0,00 \$
20 et 21	Formation de secouriste	Ambulance Saint-Jean	Saint-Jérôme	1	14	0,00 \$

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
MAI 2015						
4 et 5	Préparation à la retraite	Cégep Marie-Victorin	Drummondville	1	14	250,00 \$
6	Facteurs de succès en conférence de règlement à l'amiable : mythes et réalités	Me Jean-François Roberge	Montréal	2	1,5	0,00 \$
14	Atelier d'échanges sur les réalités de la fonction publique québécoise et session d'intégration des nouveaux titulaires en situation de gestion	MCEQ	Québec	1	7,5	0,00 \$
20	Les personnalités difficiles	BQ	Montréal	13	3	1 469,00 \$
20 et 21	Préparation à la retraite	Cégep Marie-Victorin	Sorel-Tracy	2	14	500,00 \$
21	Assemblée des conseillers en relation de travail	SCT	Montréal	1	7	0,00 \$
25	Formation de secouriste	Formation Langevin	Valleyfield	0	7	0,00 \$
28	«Opinion publique : L'autre tribunal tout aussi important»	Enigma communications	Montréal	1	1,5	0,00 \$
28	Comité d'implantation SGR3	CSPQ	Montréal	1	2,5	0,00 \$

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
JUIN 2015						
Session été	Soutien aux études - Session Été 2015	UQAM	Montréal	1	-	113,66 \$
Session été	Soutien aux études - Session Été 2015	ENAP	Montréal	1	-	113,66 \$
Session été	Soutien aux études - Session Été 2015	ENAP	Montréal	1	-	113,66 \$
Session été	Soutien aux études - Session Été 2015	UdeM	Montréal	1	-	113,66 \$
Session été	Soutien aux études - Session Été 2015	UdeM	Montréal	1	-	113,66 \$
juin 2015 à déc. 2016	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique (programme sur 18 mois)	ENAP	Montréal	1	137,5	4 285,00 \$
1	Formation de secouriste	Formation Langevin	Valleyfield	1	7	0,00 \$
4	Les enjeux à la réforme C.p.c. vues par Me Francine Payette	Juris Concept	Formation en ligne	2	1,5	0,00 \$
4 et 5	Préparation à la retraite	Cégep Marie-Victorin	Montréal	1	14	250,00 \$
6	Le Code de déontologie des avocats fait peau neuve	BQ	Formation en ligne	1	3	11,50 \$
8 et 9	Préparation à la retraite	Cégep Marie-Victorin	Saint-Hyacinthe	1	14	250,00 \$
10 au 12	Congrès annuel du barreau du Québec 2015	BQ	La Malbaie	3	21	2 585,00 \$
10 et 11	Préparation à la retraite	Cégep Marie-Victorin	Sherbrooke	1	14	250,00 \$
16	Rencontre de démarrage SGR3	CSPQ	Montréal	1	7	0,00 \$
17	Conférences - Guide de rédaction et d'analyse de contrats - Métaphores conceptuelles pour une constitution inachevée - Recours et procédure devant les Cours fédérales	Fondation du Barreau du Québec	Montréal	1	3	0,00 \$
18	Session d'information sur la modification du processus de dotation	SCT	Montréal	1	7	0,00 \$
18	Ateliers sur la cyber-justice et la signature électronique	MJQ	Québec	1	7	0,00 \$

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
JUILLET 2015						
13 juil. au 14 août	Formation des nouveaux régisseurs	Formation à l'interne	Montréal	2	52,5	0,00 \$
15 et 16	Formation de secouriste	Formation Langevin/Institut Emergi-Plan	Montréal	1	14	104,00 \$
AOÛT 2015						
6	Migration - Recherche juridique	SOQUIJ	Montréal	8	2	0,00 \$
7	Recherche juridique	CAIJ	Montréal	6	2	0,00 \$
12	Le Code de déontologie des avocats fait peau neuve	BQ	Formation en ligne	1	3	11,50 \$
14	La référence/Recherche juridique	La référence	Montréal	4	1,5	0,00 \$
20 et 28	Atelier SAGIR	CSPQ	Montréal	1	14	0,00 \$
SEPTEMBRE 2015						
1	Atelier - 63 SGR3	CSPQ	Montréal	1	3,5	0,00 \$
2,9 ou 10	Le Code de déontologie des avocats fait peau neuve	BQ	Formation en ligne	3	3	34,50 \$
10 et 11	Séminaire - Se préparer à une commission parlementaire	MCEQ	Québec	1	6	0,00 \$
18	Non-paiement	Formation à l'interne	Montréal	1	3	0,00 \$
23	Colloque - Tribunal des droits de la personne : 25 ans d'expérience	BQ	Montréal	1	7,5	481,00 \$
24	Développements récents à la Cour suprême en droit public; Les juristes de l'État à l'Assemblée nationale, les commissions parlementaires	Association des juristes de l'État (AJE)	Québec	3	7	120,72 \$
25	Atelier - 65 SGR3	CSPQ	Montréal	1	3,5	0,00 \$
28	Assemblée des conseillers en relation de travail	SCT	Montréal	1	3,5	0,00 \$

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
OCTOBRE 2015						
1	Cercle de la haute fonction publique	MCEQ	Québec	1	1,5	0,00 \$
1 et 20	Santé et sécurité au travail	RRSPT (Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail)	Montréal	1	14	225,00 \$
8 et 9	Séminaires - Sens de l'État : être au service de l'intérêt public - Le fonctionnement du processus décisionnel du gouvernement du Québec et de l'Assemblée nationale	MCEQ	Québec	1	6,25	0,00 \$
14 et 15	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	9	14	0,00 \$
20 et 21	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	10	14	0,00 \$
21	SGR 3	CSPQ	Montréal	1	7	0,00 \$
22	Séminaire - Gestion éthique	MCEQ	Québec	1	3,5	0,00 \$
28	Réforme du Code de procédure civile	Chambre des notaires	Montréal	1	7	195,00 \$
28 oct. et 8 déc.	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	7	14	0,00 \$

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
NOVEMBRE 2015						
3 et 4	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	10	14	0,00 \$
6	Réforme du Code de procédure civile	Chambre des notaires	Montréal	1	7	224,21 \$
9 nov. au 18 déc.	Formation pour nouveaux régisseurs	Formation à l'interne	Montréal	2	52,5	0,00 \$
10 et 11	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	11	14	0,00 \$
17 et 18	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	8	14	0,00 \$
23 au 27	Formation pour nouvelle secrétaire	Formation à l'interne	Montréal	1	31,5	0,00 \$
24	Séance d'échanges - Chantier gouvernemental en culture	MDDE	Montréal	1	3	0,00 \$
24 et 25	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	12	14	0,00 \$
25 au 27	Tables d'échanges juridiques	Formation à l'interne	Montréal et Longueuil	45	15,5	0,00 \$
25	Formation sur la faillite	Me François Faucher	Montréal et Longueuil	45	2	0,00 \$

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
DÉCEMBRE 2015						
2 et 8	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	6	14	0,00 \$
3	Conférence annuelle SCHL : Les perspectives du marché de l'habitation	SCHL	Montréal	1	3,5	140,00 \$
8	Migration - Recherche juridique	SOQUIJ	Montréal	3	2	0,00 \$
8 et 9	Formation continue des préposés aux renseignements	Formation à l'interne	Montréal (et les autres sites via la visioconférence)	14	14	0,00 \$
9	UNIK et les essentiels du CAJ	CAJ	Montréal	2	2	0,00 \$
11	La référence/Recherche juridique	La référence	Montréal	5	1,5	0,00 \$
18, 26 ou 29	Code de déontologie des avocats fait peau neuve	BQ	Formation en ligne	3	3	34,50 \$

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
JANVIER 2016						
Session automne	Soutien aux études - Session automne 2015	UQAM	Montréal	1	-	114,68 \$
Session automne	Soutien aux études - Session automne 2015	UQAM	Montréal	1	-	114,68 \$
Session automne	Soutien aux études - Session automne 2015	UQAM	Montréal	1	-	114,68 \$
Session automne	Soutien aux études - Session automne 2015	ENAP	Montréal	1	-	229,35 \$
Session automne	Soutien aux études - Session automne 2015	ENAP	Montréal	1	-	114,68 \$
Session automne	Soutien aux études - Session automne 2015	UdeM	Montréal	1	-	114,68 \$
Session automne	Soutien aux études - Session automne 2015	UdeM	Montréal	1	-	114,68 \$
Session automne	Soutien aux études - Session automne 2015	UQAM	Montréal	1	-	114,68 \$
7 et 14	Formation de secouriste	Groupe Santé Langevin	Montréal	2	14	0,00 \$
12	Formation de secouriste	Groupe Santé Langevin	Montréal	1	7	0,00 \$
20	Code de déontologie des avocats fait peau neuve	BQ	Formation en ligne	2	3	23,00 \$
27	Formation DSM-5	RRSPT	Montréal	1	3,5	0,00 \$

Date	Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Nombre d'heures (de la formation)	Coût d'inscription total
------	----------------------	-----------	------	------------------------	-----------------------------------	--------------------------

FÉVRIER 2016

1	Le Code de déontologie des avocats fait peau neuve	BQ	Formation en ligne	1	3	11,50 \$
3	Non-paiement	Formation à l'interne	Montréal	1	3	0,00 \$
4	Administrateur des caisses enregistreuses	DATOR	Montréal	2	8	0,00 \$
10	Administrateur des caisses enregistreuses	DATOR	Montréal	2	8	0,00 \$
18	Non-paiement	Formation à l'interne	Montréal	1	3	0,00 \$
24	Administrateur des caisses enregistreuses	DATOR	Montréal	2	8	0,00 \$

3. **Sommes dépensées en 2015-2016 (et prévisions pour 2016-2017) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).**
-

Voir la réponse à la question générale 56.

4. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2015-2016, en indiquant pour chacun :

- a) son mandat;
- b) la liste des membres;
- c) le budget dépensé;
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
- e) les résultats atteints.

Sans objet.

5. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2015-2016 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Nombre et % d'employé occasionnel par secteurs d'activités		Information	Adjudication	Soutien aux activités d'information et d'adjudication	Administration	TOTAL
2015-2016 ²	Occasionnels	33	10	1	0	44
	Total des employés ¹	87	47	23	6	163
		38%	21%	4%	0%	27%
2014-2015 ³	Occasionnels	34	12	1	0	47
	Total des employés ¹	94	55	25	4	178
		36%	22%	4%	0%	26%
2013-2014	Occasionnels	35	15	3	0	53
	Total des employés ¹	95	58	21	4	178
		37%	26%	14%	0%	30%
2012-2013	Occasionnels	28	8	2	0	38
	Total des employés ¹	95	51	24	4	174
		29%	16%	8%	0%	22%
2011-2012	Occasionnels	24	9	0	0	33
	Total des employés ¹	99	46	22	4	171
		24%	20%	0%	0%	19%
2010-2011	Service RH en partenariat, données non disponibles					

¹ Nommés et rémunérés selon la Loi sur la fonction publique

² Données en date du 29 février 2016

³ Données en date du 28 février 2015

Nombre et % de nomination temporaire par secteurs d'activités	Information	Adjudication	Soutien aux activités d'information et d'adjudication	Administration	TOTAL
2015-2016¹	0	0	0	0	0
	0%	0%	0%	0%	0%
2014-2015²	0	3	3	0	6
	0%	50%	50%	0%	100%
2013-2014	0	0	1	0	1
	0%	0%	100%	0%	100%
2012-2013	6	4	0	0	10
	60%	40%	0%	0%	100%
2011-2012	8	4	0	0	12
	67%	33%	0%	0%	100%
2010-2011	Service RH en partenariat, données non disponibles				

¹ Données en date du 29 février 2016

¹ Données en date du 28 février 2015

6. Ventilation et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2015-2016. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.

Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du ministère et des organismes qui en relèvent dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

7. Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2015-2016, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
-

La Régie du logement n'a pas effectué de sondage pour la période concernée.

8. Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2015-2016 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.
-

Les avis juridiques commandés par le ministre ou le cabinet du ministre sont de nature confidentielle et sous le secret professionnel.

9. Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

SERVICES DE TRADUCTION OU D'INTERPRÈTE		
<i>FOURNISSEURS</i>	<i>2015-2016</i>	<i>nature du service</i>
<i>Service d'interprétation visuelle et tactile du Montréal métropolitain</i>	1 801.25 \$	interprète
<i>142015 Canada inc. CAROLE CORBEIL</i>	1 497.50 \$	traduction
<i>BIASI, SABINE</i>	23 130.87 \$	traduction
<i>PUBLICATIONS DU QUÉBEC (CSPQ)</i>	5 047.73 \$	traduction
<i>S.R.I.L Service Régional d'Interprétariat de Lanaudière</i>	285.00 \$	interprète
TOTAL	31 762.35 \$	

Note : Compilation faite jusqu'au 29 février 2016.

10. Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2015-2016.

S.I.Q.	AMÉNAGEMENT	DESCRIPTION
2015-2016	42 894.58 \$	<i>Endroit : Bureau de Québec</i> Rafraîchir et réaménager 2 salles d'audiences
	54 956.50 \$	<i>Endroit : Bureau de Saint-Hyacinthe</i> Relocalisation de la Régie du logement
TOTAL :	97 851.08 \$	

11. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :
- a) la liste de tous les concours et tirages effectués;
 - b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
 - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
 - d) la liste des concours qui ont pris fin.

Sans objet.

12. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017 :

- le nom de toutes les campagnes;
- les coûts de ces campagnes;
- le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- les dates de diffusion de la campagne;
- les objectifs visés par chaque campagne.

Aucune campagne de publicité et de sensibilisation réalisée ou prévue pour les périodes concernées.

13. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2015-2016 :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;
- c) le montant qui leur a été accordé.

Sans objet.

14. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes.
- d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.

a) La Régie du logement a un seul employé affecté aux communications et aux affaires publiques, Denis Miron, conseiller en communication.

b) 82 083 \$

c) L'employé affecté aux affaires publiques à la Régie du logement n'a pas participé à aucune rencontre avec d'autres instances ou organismes publics en 2015-2016.

15. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).

Ces données n'ayant pas fait l'objet d'une compilation pour l'année 2015-2016, la Régie du logement ne dispose pas de données fiables sur le nombre d'ETC et les coûts reliés à la préparation de l'exercice de l'étude des crédits.

16. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2010-2011 à 2015-2016, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2016-2017.

Les pratiques d'affaire admises par la Régie du logement sont décrites dans la loi et ne permettent pas le crédit. Il n'y a aucune créance à la Régie du logement.